



Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, LE SAMEDI, 30 MAI 1942

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, MAY 30TH, 1942

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice aux droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en surplus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi, à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi.

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday.

Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avvertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.—Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième fait connaître la livraison de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième indique le nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,

RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement, Québec, 27 juin 1940.
1—1-52

Lettres Patentes

"J. H. Dupuis Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-troisième jour d'avril 1942, constituant en corporation: J.-Hervé Dupuis, ingénieur civil, Gaston Dupuis, peinteur, et Omer Laberge, comptable, tous de la cité de Montréal, district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce et les travaux d'entrepreneurs généraux et faire des entreprises de construction et de travaux dans toutes les branches de l'industrie;

Exécuter tous contrats d'ouvrage pour la construction de bâtiments, bâtisses, maisons, édifices publics, navires, trottoirs, canaux d'égoûts, aqueducs, chaussées, jetées, barrages, fondations, pavages et macadamissage des chemins et exécuter tels contrats d'ouvrage soit par soumission, soit à forfait, à la pièce ou à la journée;

Exercer généralement sous toutes ses formes le commerce de manufacturiers et négociants en gros ou en détail, ou les deux à la fois, de portes, de châssis et de tous matériaux nécessaires ou utiles pour les fins sus-mentionnées, sous le nom de "J. H. Dupuis Limitée", avec un capital

Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second designates the issue of the *Gazette* for the first insertion; the third indicates the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,

King's Printer.

Government House, Quebec, June 27th, 1940.
1—1-52

Letters Patent

"J. H. Dupuis Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of April, 1942, incorporating: J. Hervé Dupuis, civil engineer, Gaston Dupuis, marker, and Omer Laberge, accountant, all of the city of Montreal, district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business and work of general contractors and to undertake construction and works in all lines of the said business;

To perform working contracts for the construction of buildings, constructions, houses, public edifices, boats, sidewalks, sewers, waterworks, ditches, piers, dams, foundations, paving and macadamizing of roads and perform such working contracts either by tender, job, piece or day work;

To carry on generally in all its lines the business of manufacturers and dealers wholesale or retail, or both at the same time, of doors, sashes and all materials necessary or useful for the aforesaid purposes, under the name of "J. H. Dupuis Limitée", with a total capital stock of twenty

total de vingt mille dollars (20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-troisième jour d'avril 1942.

L. DÉSILETS,
1170-o Assistant-procureur général.

"J. Simon & Company Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sept avril 1942, constituant en corporation: Jack Simon et Saul Simon, marchands, de la cité d'Outremont, Norman Genser, avocat, et Barnet Nusselman, notaire, de la cité de Montréal, et Arthur Levin, avocat, de la cité de Westmount, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce qui consiste à manufacturer, produire, acheter, vendre, exporter, importer et négocier et faire le commerce d'uniformes et de vêtements de toutes sortes et descriptions pour hommes et garçons, femmes et enfants, soit comme marchands en gros; détaillants, agents, manufacturiers ou entrepreneurs, sous le nom de "J. Simon & Company Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en quatre cents (400) actions de cinquante dollars (\$50) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-sept avril 1942.

L. DÉSILETS,
1171 Assistant-procureur général.

**"Les Pianos Lesage, Ltée"
"Lesage Pianos Ltd"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-septième jour d'avril 1942, constituant en corporation: Adélar Lesage, manufacturier, J.-Paul Lesage, surintendant, Mlle Anita Lesage, sténographe, tous trois de la ville de Ste-Thérèse, comté et district de Terrebonne, Léon Lesage, professeur, de la cité et du district des Trois-Rivières, et Gérard Lesage, mécanicien, de la cité de Sorel, district de Richelieu, tous de la province de Québec, dans les buts suivants:

Faire affaires comme manufacturiers, fabricants, marchands ou négociants, importateurs, exportateurs et vendeurs en gros et/ou en détail de pianos, radios, phonographes, tous instruments de musique, et de meubles meublants en général; faire le commerce du bois en général et en faire la préparation pour toutes fins, sous le nom de "Les Pianos Lesage, Ltée"—"Lesage Pianos Ltd".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en cent (100) actions sans valeur au pair ou nominale et en cinq cents (500) actions privilégiées de cent dollars (\$100.00) chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de soixante-dix mille dollars (\$70,000.00).

Les actions autres que les actions privilégiées seront émises et réparties au prix qui sera déterminé par les directeurs.

thousand dollars (\$20,000), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company shall be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of April, 1942.

L. DÉSILETS,
1170 Deputy Attorney General.

"J. Simon & Company Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of April, 1942, incorporating: Jack Simon and Saul Simon, Merchants, of the City of Outremont, Norman Genser, Advocate, and Barnet Nusselman, Notary, of the City of Montreal, and Arthur Levin, Advocate of the City of Westmount, all of the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturing, producing, buying, selling, exporting, importing and dealing in and with men's and boys', women's and children's uniforms and clothing of every nature and description, either as wholesalers, retailers, agents, manufacturers or contractors, under the name of "J. Simon & Company Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.), divided into four hundred (400) shares of fifty dollars (\$50.) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal, Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of April, 1942.

L. DÉSILETS,
1171-o Deputy Attorney General.

**"Les Pianos Lesage, Ltée"
"Lesage Pianos Ltd"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of April, 1942, incorporating: Adélar Lesage, manufacturer, J. Paul Lesage, superintendent, Mlle Anita Lesage, stenographer, all three of the Town of Ste-Thérèse, county and district of Terrebonne, Léon Lesage, professor, of the city and district of Trois-Rivières, and Gérard Lesage, mechanic, of the city of Sorel, district of Richelieu, all of the Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as manufacturers, makers, merchants or dealers in, importers, exporters and vendors wholesale and/or retail of pianos, radios, phonographs, all musical instruments and house-furnishings in general; to deal in lumber generally and prepare same for all purposes, under the name of "Les Pianos Lesage, Ltée"—"Lesage Pianos Ltd."

The capital stock of the company is divided into one hundred (100) shares without par or nominal value, and into five hundred (500) preferred shares of one hundred dollars (\$100) each, and the amount with which the company will commence its operations is seventy-thousand dollars (\$70,000).

The shares other than the preferred shares shall be issued and allotted at the price to be determined by the directors.

Le bureau principal de la compagnie sera à Ste-Thérèse, comté de Terrebonne, district de Terrebonne, P.Q.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-septième jour d'avril 1942.

L. DÉSILETS,
1172-o Assistant-procureur général.

The head office of the company shall be at Ste-Thérèse, county of Terrebonne, district of Terrebonne, P.Q.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of April, 1942.

L. DÉSILETS,
1172 Deputy Attorney General.

"Les Produits Beaupré Inc."
"The Beaupré Products Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deuxième jour d'avril 1942, constituant en corporation: Maurice Boisvert, C.R., Gérard Corriveau, tous deux avocats, et Cécile Bouret, fille majeure, sténographe, tous trois de la cité et du district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Acquérir par achat ou autrement, vendre, céder, échanger, importer et exporter tous produits agricoles de jardins et de vergers ou de la ferme, et plus spécialement les pommes et les grains, en disposer et en faire le commerce général, en gros et en détail;

Fabriquer, vendre, exporter, tous produits qui peuvent être dérivés des produits agricoles de jardins, de vergers ou de la ferme;

Faire tout spécialement, en accord avec les lois de la province de Québec et du Dominion du Canada, la fabrication, la vente et l'exportation des cidres de pommes, cidres alcoolisés, cidres gazéifiés, cidres concentrés, liqueurs de cidres;

Faire la fabrication, la vente et l'exportation de tous produits, qui par voie de distillation et ou de concentration, peuvent être dérivés des produits agricoles de jardins, de vergers, de fermes ou des sous produits de tels produits, sous le nom de "Les Produits Beaupré Inc."—"The Beaupré Products Inc.", avec un capital total de quarante-neuf mille dollars (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-deuxième jour d'avril 1942.

L. DÉSILETS,
1173-o Assistant-procureur général.

"Mademoiselle Incorporated"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 21 avril 1942, constituant en corporation: Harold Lande, Clarence Gross et Eli Michael Berger, avocats, des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer en général les opérations qui consistent à manufacturer, et vendre en gros et en détail des vêtements et de la lingerie de toutes sortes, nature et descriptions, pour dames, soit prêts à porter ou faits sur mesure, y compris robes de maisons, vêtements de sport, blouses, et costumes de plage de toutes sortes, et à cette fin acheter, vendre et manufacturer, des tissus, et de la lingerie et des vêtements de toute nature, façons, tailles ou formes, pour dames, sous le nom de "Mademoiselle Incorporated".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en cent quatre-vingt-dix actions ordinaires à cent

"Les Produits Beaupré Inc."
"The Beaupré Products Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of April, 1942, incorporating: Maurice Boisvert, K.C., Gérard Corriveau, both advocates, and Cécile Bouret, spinster, stenographer, all three of the city and district of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

To acquire by purchase or otherwise, sell, assign, exchange, import and export all agricultural products from gardens, orchards or the farm, and more particularly apples and seeds, and to dispose of the same and deal generally therewith, wholesale and retail;

To manufacture, sell, export, all products which may be derived from agricultural products of gardens, orchards or the farm;

To carry on in particular, in conformity with the laws of the Province of Quebec and the Dominion of Canada, the manufacture, sale and exporting of apple cider, alcoholized ciders, aerated ciders, concentrated ciders, cider soft drinks;

To manufacture, sell and export all products which through distillation or concentration, may be derived from agricultural products of gardens, orchards or farms or the by-products of such products, under the name of "Les Produits Beaupré Inc."—"The Beaupré Products Inc.", with a total capital stock of forty-nine thousand dollars (\$49,000), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company shall be at Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of April, 1942.

L. DÉSILETS,
1173 Deputy Attorney General.

"Mademoiselle Incorporated"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of April, 1942, incorporating: Harold Lande, Clarence Gross and Eli Michael Berger, Advocates, of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the general business of manufacturing and selling both wholesale and retail ladies clothing and ladies lingerie, both ready made and made to measure, of all sorts, kinds, and descriptions, including housecoats, sports wear, blouses, and beach wear of all kinds, and to that end to buy, sell, and manufacture fabrics and lingerie and ladies clothing in any nature, way, shape, or form, under the name of "Mademoiselle Incorporated".

The capital stock of the company is divided into one hundred and ninety shares of common

dollars chacune, et trois cents actions privilégiées de cent dollars chacune.

Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à vingt, et aucun appel ne sera fait au public pour souscrire aux actions.

Le siège social de ladite compagnie sera dans la cité de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, le 21 avril 1942.

1174 L. DÉSILETS, Assistant-procureur général.

"The Elizabeth Shoe Company, Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276 (S.R.Q., 1941), des lettres patentes, en date du quatrième jour de novembre 1941, autorisant la fusion de "The Elizabeth Shoe Company, Limited", constituée en corporation par lettres patentes émises sous le Grand Sceau de la province de Québec le 6ième jour de juin 1941, et "Gill Richer, Compagnie Limitée", constituée en corporation par lettres patentes émises sous le Grand Sceau de la province de Québec, le 22ième jour d'avril 1933, dans les buts suivants:

Fabriquer et faire le commerce de tout vêtement de laine, de coton, ou autre matériel et ce qui s'y rapporte;

Exercer sous toutes ses formes le commerce de manufacturiers, négociants et trafiquants de toutes les sortes d'effets, denrées et marchandises et spécialement fabriquer, acheter, vendre, importer, exporter, trafiquer et exercer l'industrie du filage du coton, de la confection de la toile, filage des laines, vente du fil de laine, fabrication de l'étoffe tissée, aussi acheter, épurer, préparer, filer, teindre et trafiquer du lin, du chanvre, de la laine, du coton, de la soie et autres substances fibreuses, tisser ou autrement manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce de la toile, du drap, ainsi que des autres marchandises et étoffes tissées, fibrées, filées ou à mailles;

Faire les affaires comme manufacturiers de gants, et de mitaines de toutes sortes, de bottes, de chaussures, pantoufles, mocassins et guêtres de toutes sortes, vêtements de toutes sortes et tous les matériaux, salopettes, camisoles, sous-vêtements, faire le commerce ou affaires d'objets tricotés et de toutes autres marchandises tricotées;

Exercer l'industrie d'importateurs, exportateurs, fabricants, marchands en gros et en détail, commerçants et courtiers de toutes sortes de peaux et cuir et d'articles dans la confection desquels entrent les peaux et le cuir;

Faire généralement les affaires de marchands et fabricants de cuir et de fabricants de toutes sortes de produits du cuir ou de cuir, et toutes sortes d'articles de fantaisie et nouveautés de tout matériel composé quelconque, comme aussi de tous les matériaux, substances et accessoires utilisés dans la fabrication du cuir et des articles en cuir et en simili-cuir, et d'articles de fantaisie, et nouveautés de toutes sortes, comprenant des pièces métalliques, garnitures et accessoires, et les acheter, vendre, en faire le commerce et le trafic, les négocier, les importer et exporter, comprenant, mais sans limitation quant à la généralité des fins précitées, le commerce d'achat, vente, fabrication, exportation de gants, portefeuilles, spécialités bourses, sacs, malles, valises, sacs à

stock at one hundred dollars per share, and three hundred shares of preferred stock, at one hundred dollars per share.

The shareholders of the company will be limited to twenty and no appeal to the public will be made for subscription of shares.

The chief place of business of the said company will be in the City of Montreal, Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of April, 1942.

1174-o L. DÉSILETS, Deputy Attorney General.

"The Elizabeth Shoe Company, Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, pursuant to article 2, chapter 276 (R.S.Q. 1941) bearing date the fourth day of November, 1941, authorizing the amalgamation of "The Elizabeth Shoe Company, Limited", incorporated by letters patent issued under the Great Seal of the Province of Quebec, on the 6th day of June, 1941, and "Gill Richer, Compagnie Limitée" incorporated by letters patent issued under the Great Seal of the Province of Quebec, on the 22nd day of April, 1933, for the following purposes:

To manufacture and deal in any garments, whether in wool, cotton or other material and anything connected therewith;

To carry on, under all the forms thereof, the business of manufacturers, merchants of and dealers in all kinds of goods, wares and merchandise, and especially to manufacture, purchase, sell, import, export, trade and deal in the business of the spinning of cotton, the making of linen, the spinning of wool, the sale of woolen thread, the manufacturing of woven materials, also to purchase, refine, prepare, spin, dye and trade in flax, hemp, wool, cotton, silk and other fibrous substances, weave or otherwise manufacture, purchase, sell and deal in linen, cloth and also other merchandise and materials, whether woven, fibrous, spun, or nets;

To carry on business as manufacturers of all kinds of gloves and mittens, boots, footwear, slippers, mocassins and gaiters of all sorts and all materials, overalls, undervests, underwear, to carry on business or deal in knitted goods and any other knitted merchandise;

To carry on the business of importers, exporters, manufacturers, wholesale and retail merchants of traders and brokers in all kinds of hides and leather and articles in the making of which hides and leather may enter;

To carry on business generally as leather merchants and manufacturers and as manufacturers of all sorts of leather products or leather goods and all kinds of fancy articles and novelties of any compound material whatsoever, and also all materials, substances and accessories used in the manufacturing of leather and leather or leatherette articles and fancy articles and novelties of every kind, including metallic pieces, trimmings and accessories and to purchase, sell, deal and trade in, deal with, import and export the same, including, but without any limitation as to the generality of the foregoing purposes, the purchase, sale, manufacturing, exporting of gloves, pocket-books, specialties, purses, bags, trunks, valises, satchels, change-purses, travelling bags,

main, porte-monnaie, sacs de voyage, trousse de voyage, portefeuilles, étuis pour cravates, ceintures, porte-billets, sacs à tabac, articles en cuir pour le sport, guêtres et tous autres articles se rapportant directement ou indirectement à la fabrication d'aucun des articles susnommés ou s'y rattachant, sous le nom de la compagnie "The Elizabeth Shoe Company, Limited", avec un capital total de quatre-vingt-dix-neuf mille dollars (\$99,000.00), divisé en neuf cent quatre-vingt-dix (990) actions communes d'une valeur nominale de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le nom de la nouvelle compagnie est: "The Elizabeth Shoe Company, Limited".

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce quatrième jour de novembre 1941.

L. DÉSILETS,
1175-o Assistant-procureur général.

"The Independent Underwriters' Rating Bureau"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente avril 1942, constituant en corporation sans capital-actions: James Richard Wright, technicien en assurance, Jacques Marchand, Jules Pigeon, Joseph Albert Blondeau, et Jos. Pierre Arcadius Gagnon, gérants d'assurance, tous cinq des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

La centralisation des objets essentiels aux opérations des membres formant un corps légalement constitué en corporation.

Cette corporation est une organisation sans but mercantile ou lucratif formée pour les besoins de compagnies d'assurance et de leurs membres. Elle ne pourra ni solliciter ni obtenir, directement ou indirectement, des assurances pour risques d'aucune nature quelconque.

Le nom de la corporation actuelle est: "The Independent Underwriters' Rating Bureau".

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de dix mille dollars (\$10,000).

Le siège social de la corporation sera en la cité de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce trente avril 1942.

L. DÉSILETS,
1176 Assistant-procureur général.

"The Lakeview Cemetery Company"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt avril 1942, constituant en corporation sans capital-actions, sous le nom de "The Lakeview Cemetery Company", la compagnie "The Lakeview Cemetery Company", incorporée par une loi spéciale de la Législature de Québec, sanctionnée le 19 février 1914, étant la Loi 4, George V, chapitre 149, ladite corporation ayant été constituée dans le but d'établir et d'entretenir un cimetière pour les Protestants, et que tous les droits, propriétés et obligations de l'ancienne corporation ont été et sont transférés à la nouvelle corporation.

travelling cases, portfolios, tie holders, belts, bill-folders, tobacco pouches, leather sports goods, gaiters and any other articles directly or indirectly connected with the manufacturing of any of the aforesaid articles or incidental thereto, under the name of "The Elizabeth Shoe Company, Limited", with a total capital stock of ninety-nine thousand dollars (\$99,000.), divided into nine hundred and ninety (990) common shares of a nominal value of one hundred dollars (\$100.) each.

The name of the new company is: "The Elizabeth Shoe Company, Limited".

The head office of the company will be at Montreal, District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of November, 1941.

L. DÉSILETS,
1175 Deputy Attorney General.

"The Independent Underwriters' Rating Bureau"

Notice is hereby given that under the provisions of Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of April, 1942, incorporating as a corporation without share capital: James Richard Wright, Insurance Technician, Jacques Marchand, Jules Pigeon, Joseph Albert Blondeau and Jos. Pierre Arcadius Gagnon, Insurance Managers, all five of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

The centralisation of operations essential to the operations of the members as legally incorporated bodies.

This Corporation is a non-commercial, non-profit organization formed for service to Insurance Companies, members thereof. It will not solicit, write, directly or indirectly, insurance risks of any character whatsoever.

The name of the present corporation is: "The Independent Underwriters' Rating Bureau".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may possess is to be limited is ten thousand dollars (\$10,000.00).

The head office of the corporation shall be in the City of Montreal in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of April, 1942.

L. DÉSILETS,
1176-o Deputy Attorney General.

"The Lakeview Cemetery Company"

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of April, 1942, to constitute as a corporation without share capital, under the name of "The Lakeview Cemetery Company", the company "The Lakeview Cemetery Company", incorporated by a Special Act of the Quebec Legislature assented to on the 19th day of February, 1914, being the Act 4, George V, Chapter 149, the said corporation having been incorporated for the purpose of establishing and maintaining a cemetery for persons of the Protestant faith, and that all the rights, property and obligations of the former corporation have been and become transferred to the new corporation.

Le siège social de la corporation est dans les cité et district de Montréal.

Les premiers directeurs ou directeurs provisoires de ladite corporation seront Messieurs Allan L. Smith, de la cité de Westmount, marchand, Albert Andrew Smith, de la cité de Verdun, comptable, et Angus McCoy Smith, de la cité de Westmount, comptable, tous du district de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt avril 1942.

1177 L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général.

"Titan Steel Corporation"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente avril 1942, constituant en corporation: Aymée Plante, Marie Blanche Desroches et Evanne Gignac, sténographes, filles majeures, des cité et district de Québec, Province de Québec, dans les buts suivants:

Acquérir, louer ou de toute autre manière posséder et détenir des terrains, terrains miniers, droits de mines, concession de mines, droits de préemption ou tout intérêt en iceux; les aliéner, louer ou transférer; les exploiter et les faire valoir;

Faire des explorations ou recherches pour découvrir des mines et minerais;

Faire toutes les opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque manière que ce soit, le sable, le sol, la terre, la roche et la pierre, dans le but d'en extraire des minerais quelconques; donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit; et les vendre ou autrement en disposer;

Exercer le commerce de manufacturiers et fabricants d'acier et de tout autre métal; agir comme agents pour la vente de ces produits, sous le nom de "Titan Steel Corporation", avec un capital total de cent quatre-vingt-dix-neuf mille (\$199,000), divisé en mille neuf cent quatre-vingt-dix (1990) actions de cent dollars (\$100) chacune.

La compagnie sera administrée par un conseil de cinq directeurs qui seront élus à la première assemblée des actionnaires.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Québec, district de Québec.

Daté du bureau du procureur général, le trente avril 1942.

1178 L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général.

"Vulca Process Corporation"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 21 avril 1942, constituant en corporation: Michael Garber, avocat, de la cité de Westmount, Jacob Harold Blumenstein, avocat, et Irène Rubin, fille majeure, sténographe, de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer les opérations qui consistent à manufacturer, vendre et vulcaniser les pneus d'automobiles, tubes et accessoires et marchandises en caoutchouc de toutes descriptions; manufacturer, produire, acheter, vendre, exporter et exercer le commerce du caoutchouc, produits du

The head office of the corporation is in the City and District of Montreal.

The first or provisional Directors of the said Corporation shall be Messrs. Allan L. Smith, of the City of Westmount, merchant, Albert Andrew Smith, of the City of Verdun, accountant, and Angus McCoy Smith, of the City of Westmount, accountant, all of the District of Montreal, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of April, 1942.

1177-o L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

"Titan Steel Corporation"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of April, 1942, incorporating: Aymée Plante, Marie Blanche Desroches and Evanne Gignac, Stenographers, spinsters, of the City and District of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

To acquire, lease or in any other manner to possess and hold lands, mining lands, mining rights, mining concession, preemption rights or any interest therein; to alienate, lease or transfer the same; to operate and turn them to account;

To prospect and explore for mines and minerals;

To carry on all operations by which the soil, sand, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; to render such minerals merchantable by any means whatsoever; and to sell, or otherwise dispose thereof;

To carry on business as manufacturers and makers of steel and any other metal; to act as dealers in these products, under the name of "Titan Steel Corporation", with a total capital stock of one hundred and ninety-nine thousand dollars (\$199,000.00) divided into nineteen hundred and ninety (1990) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The company shall be managed by a board of five directors to be elected at the first meeting of the shareholders.

The head office of the company will be in the City of Quebec, in the District of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of April, 1942.

1178-o L. DÉSILETS,
Deputy-Attorney General.

"Vulca Process Corporation"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of April, 1942, incorporating: Michael Garber, Advocate, of the City of Westmount, Jacob Harold Blumenstein, Advocate, and Irene Rubin, spinster, Stenographer, of the City of Montreal, all of the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers and dealers and vulcanizers of automobile tires, tubes and accessories and all descriptions of rubber goods; to manufacture, produce, buy, sell, export and deal in rubber, rubber products, gutta percha and all articles, goods, wares and merchandise in

caoutchouc, gutta-percha et tous articles, effets, objets et marchandises qui sont ou qui peuvent être composés de caoutchouc ou de gutta-percha ou autres substances similaires, et de différentes substances entrant dans la fabrication d'aucune et toutes telles marchandises et tous tels produits et sous-produits incidents à iceux, sous le nom de "Vulca Process Corporation", avec un capital total de cinq mille dollars (\$5,000), divisé en cinq cents (500) actions de dix dollars (\$10) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le 21 avril 1942.

1179 L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général.

which rubber or gutta percha or any other similar substance is or may be used and the various materials entering into the manufacture of any and all such goods and such products and by-products as are incidental thereto, under the name of "Vulca Process Corporation", with a total capital stock of five thousand dollars (\$5,000.), divided into five hundred (500) shares of ten dollars (\$10.) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of April, 1942.

1179-o L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

"Winton Land Company, Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatre avril 1942, constituant en corporation: William Patrick Creagh, commis en loi, John Lawrence McCrory, secrétaire, et Clifford George Meek, teneur de livres, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Acquérir par achat, bail, échange ou autrement, du terrain, des édifices, biens mobiliers et immobiliers de toutes sortes, tenure ou description, tous biens ou intérêt en iceux et tous droits sur iceux ou s'y rapportant et les faire valoir de la manière jugée nécessaire et, en particulier, en préparant des emplacements pour construction, et construire, reconstruire, modifier, améliorer, décorer, meubler et entretenir des bureaux, logements, maisons, appartements, usines, entrepôts, ateliers, quais, bâtisses, travaux et commodités de toutes sortes; procurer aux tenanciers, occupants et autres, des rafraîchissements, du service, des messagers, de l'éclairage, des salles d'attente, de lecture, de réunion, d'opérations, de club, des chambres de toilette, service de buanderie, d'électricité, des garages, étables et autres avantages, services et approvisionnements, suivant leur profession ou leur commerce, et s'occuper d'une manière générale du commerce d'une agence de développement d'immeubles et d'opérations de courtage dans toutes leurs spécialités;

Acquérir par achat, bail, échange ou autrement, et vendre, aliéner, développer, administrer et faire le commerce de terrains, édifices, baux, droits à l'usage de l'eau, permis, limites forestières, machinerie, outillage, matériaux, marchandises et toutes sortes de biens, nécessaires ou connexes aux affaires de la compagnie; faire un commerce général d'immeuble et exercer les opérations qui consistent à construire, prendre à contrat, développer, favoriser, faire des placements et de la vérification de compte, sous le nom de "Winton Land Company, Limited".

Le capital-actions de la compagnie consistera en deux cents (200) actions sans valeur nominale ou au pair et le montant du capital avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de mille dollars (\$1,000);

Lesdites deux cents (200) actions sans valeur nominale ou au pair seront émises et réparties au prix que le Conseil d'Administration de la compagnie pourra fixer.

Le siège social de la compagnie sera dans la ville de Mont Royal, dans le district de Montréal, province de Québec.

"Winton Land Company, Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of April, 1942, incorporating: William Patrick Creagh, Law Clerk, John Lawrence McCrory, Secretary, and Clifford George Meek, Bookkeeper, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To acquire by purchase, lease, exchange or otherwise land, buildings and moveable and immovable property of any kind, tenure or description, and any estate or interest therein and any rights over or connected therewith and to turn the same to account as may seem expedient and in particular by preparing building sites, and by constructing, reconstructing, altering, improving, decorating, furnishing and maintaining offices, flats, houses, apartments, factories, warehouses, shops, wharves, buildings, works and conveniences of all kinds, and to supply to tenants, occupiers and others refreshments, attendance, messengers, light waiting rooms, reading rooms, meeting rooms, operating rooms, club rooms, lavatories, laundry conveniences, electric conveniences, garages, stables and other advantages, service and supplies, according to their profession or business, and to carry on a general real estate development agency and brokerage business in all its branches;

To acquire by purchase, lease, exchange or otherwise, and to sell, alienate, develop, administer and deal in lands, buildings, leases, water rights, licenses, timber limits, machinery, equipment, supplies, merchandise and all kinds of property, necessary or incidental to the company's business and to carry on a general real estate and building, contracting, development, promoting, investing, auditing business, under the name of "Winton Land Company, Limited".

The capital stock of the Company shall consist of two hundred (200) shares without nominal or par value and the amount of capital stock with which the Company will commence its operations is one thousand dollars (\$1,000);

The said two hundred (200) shares without nominal or par value shall be issued and allotted at such price as may be fixed by the Board of Directors of the Company.

The head office of the company will be at the Town of Mount Royal, in the District of Montreal, in the Province of Quebec.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-quatre avril 1942.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of April, 1942.

1180 L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général.

1180-o L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Lettres Patentes Supplémentaires

Supplementary Letters Patent

"Dominion Transport Company, Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 55 et suivants, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt-sept avril 1942, à la compagnie "Dominion Transport Company, Limited", ratifiant le règlement spécial "D" réduisant de deux cent soixante-quatre mille huit cent douze dollars et cinquante sous (\$264,812.50) à deux cent quarante-huit mille quatre-vingt-sept dollars et cinquante sous (\$248,087.50) le capital payé sur les seize mille sept cent vingt-cinq (16,725) actions présentement émises et en cours par le remboursement aux actionnaires de seize mille sept cent vingt-cinq dollars (\$16,725), soit un dollar (\$1) par action.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-sept avril 1942.

1181 L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général.

"Dominion Transport Company, Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 55 and following supplementary letters patent, bearing date the twenty-seventh day of April, 1942, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "Dominion Transport Company, Limited", ratifying Special By-Law "D" reducing from two hundred and sixty-four thousand eight hundred and twelve and one-half dollars (\$264,812.50) to two hundred and forty-eight thousand and eighty-seven and one-half dollars (\$248,087.50) the capital paid on the sixteen thousand seven hundred and twenty-five (16,725) shares now issued and outstanding by reimbursing to the shareholders sixteen thousand seven hundred and twenty-five dollars (\$16,725), that is one dollar (\$1.) per share.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of April, 1942.

1181-o L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

**"J. R. Boisvert & Compagnie Ltée"
"J. R. Boisvert & Company Ltd."**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 54 et suivants, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du quatrième jour de mai 1942, à la compagnie "J. R. Boisvert & Compagnie Ltée"—"J. R. Boisvert & Company Ltd.", ratifiant le Règlement N° 3 augmentant son capital de \$20,000.00 à \$40,000.00 par la création de 200 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$100.00 chacune.

Daté du bureau du procureur général, ce quatrième jour de mai 1942.

1182-o L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général.

**"J. R. Boisvert & Compagnie Ltée"
"J. R. Boisvert & Company Ltd."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 54 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of May, 1942, to the company "J. R. Boisvert & Compagnie Ltée"—"J. R. Boisvert & Company Ltd.", ratifying By-law No. 3 increasing its capital from \$20,000., to \$40,000., by the creation of 200 additional common shares of a par value of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of May, 1942.

1182 L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Avis divers

Miscellaneous Notices

CITÉ DE CHICOUTIMI

CITY OF CHICOUTIMI

TIRAGE D'OBLIGATIONS

DRAWING OF BONDS

Les obligations suivantes, émises en vertu du règlement numéro 329, ont été tirées au sort:

The following bonds, issued under By-Law No. 329, have been drawn by lots:—

Dénomination de \$100.00:—Nos 23, 143, 200, 293, 309, 321, 377, 390, 394, 461, 521, 550, 566, 569, 660, 769, 781, 931, 961, 1016.

Dénomination of \$100.00:—Nos. 23, 143, 200, 293, 309, 321, 377, 390, 394, 461, 521, 550, 566, 569, 660, 769, 781, 931, 961, 1016.

Dénomination de \$500.00:—Nos 77, 90, 102, 137, 196, 242, 243, 282, 285, 319, 330, 513, 526, 562, 586, 598, 599, 605, 629, 657, 694, 713, 714, 746, 748, 759, 787, 802, 873, 1058, 1450, 1635, 1639, 1873, 1878, 1905, 1906, 1945, 1979, 1982, 1986, 2036, 2077, 2078.

Dénomination of \$500.00:—Nos. 77, 90, 102, 137, 196, 242, 243, 282, 285, 319, 330, 513, 526, 562, 586, 598, 599, 605, 629, 657, 694, 713, 714, 746, 748, 759, 787, 802, 873, 1058, 1450, 1635, 1639, 1873, 1878, 1905, 1906, 1945, 1979, 1982, 1986, 2036, 2077, 2078.

Dénomination de \$1,000.00:—Nos 1, 3, 6, 27, 79, 110, 119, 147, 202, 349, 404, 468, 482.

Dénomination of \$1,000.00:—Nos. 1, 3, 6, 27, 79, 110, 119, 147, 202, 349, 404, 468, 482.

Les dites obligations sont remboursables le 1er juillet 1942, date à laquelle elles cesseront de porter intérêt.

1183-0 Le secrétaire-trésorier,
J. ERNEST BLACKBURN.

THE MOISIE SALMON CLUB, INC."

Un règlement concernant l'augmentation du nombre des directeurs de la compagnie.

Qu'il soit décrété par les directeurs de la compagnie "The Moisie Salmon Club, Inc.", comme étant un règlement de ladite compagnie, ce qui suit:

Que le nombre des directeurs soit augmenté de sept à huit.

1184 Le président,
IVERS S. ADAMS.
Le secrétaire,
C.-E. TASCHEREAU.

Avis est par la présente donné qu'en vertu d'un rapport du Conseil Exécutif, en date du 28 avril 1942, approuvé par le Lieutenant-gouverneur-en-conseil le 7 mai 1942, le nom de la municipalité de la paroisse de la Pointe-du-Lac, dans le comté de St-Maurice, soit changé en celui de municipalité de la Visitation de la Pointe-du-Lac, le tout sous l'autorité de l'article 48 du Code Municipal.

Daté à la Pointe-du-Lac, ce 23 mai 1942.

1185-0 Le maire,
FERDINAND COMEAU.
Le secrétaire-trésorier,
XAVIER BISSON.

J. B. RENAUD & CIE INCORPORÉE

Règlement N° 11

Attendu que le Bureau de Direction de cette Compagnie est composé de sept membres, ce qui est un embarras dans l'administration des affaires.

Attendu qu'il convient de réduire le nombre des Directeurs à trois membres;

Que le Bureau de Direction de cette Compagnie soit réduit de sept membres à trois et que le Règlement N° 1 soit amendé en conséquence.

Adopté unanimement.

1195-0 Le président,
LUCIEN DECELLES.
Le secrétaire,
LUCIEN RONDEAU.

The said bonds shall be redeemable on the 1st of July 1942, from which date they shall cease to bear interest.

1183-0 J. ERNEST BLACKBURN,
Secretary-Treasurer.

"THE MOISIE SALMON CLUB, INC."

A by-law respecting the increase of the directors of the company.

Be it enacted by the directors of the Moisie Salmon Club, Inc., as a by-law of the said company, as follows:

That the number of its directors be increased from seven to eight.

1184-0 IVERS S. ADAMS,
President.
C. E. TASCHEREAU,
Secretary.

Notice is hereby given that in virtue of a report of the Executive Council, dated the 28th April, 1942, approved by the Lieutenant-Governor in Council the 7th May, 1942, the name of the Municipality of the Parish of Pointe-du-Lac, in the County of St. Maurice, be changed to that of the "Municipalité de la Visitation de la Pointe-du-Lac", the whole in accordance with article 48 of the Municipal Code.

Dated at Pointe-du-Lac, this 23rd May, 1942.

1185 FERDINAND COMEAU,
Mayor.
XAVIER BISSON,
Secretary-Treasurer.

J. B. RENAUD & CIE INCORPORÉE

By-Law No. 11

Whereas the Board of Directors of the said company is composed of seven members, which is an impediment in the management of its affairs;

Whereas it is expedient to reduce the number of directors to three members;

That the Board of Directors of the said company be reduced from seven members to three and that By-Law No. 1 be consequently amended.

Unanimously adopted.

1195 LUCIEN DECELLES,
President.
LUCIEN RONDEAU,
Secretary.

Bureaux-Chef

Chief-Offices

Canada, Province de Quebec, District de Québec.

Canada, Province of Quebec, District of Quebec.

AVIS

NOTICE

Avis est donné que la compagnie "Corporation Baronet Limitée" constitué en corporation par lettres patentes en date du 30 septembre 1937, modifiée par lettres patentes supplémentaires en date du 27 décembre 1939 et par lettres supplémentaires en date du 8 mai 1942, et ayant son bureau principal dans la ville de Québec, au numéro 103 de la rue St-Pierre, a établi un autre bureau à son usine à Ste-Marie, comté de Beauce.

Notice is hereby given that the "Baronet Corporation Limited" company incorporated by letters patent on the 30th day of September 1937, modified by supplementary letters patent dated in the 27th day of December 1939, and further amended by letters patent dated on the 8th day of May 1942 and having its head office at number 103 St. Peter Street in the City of Quebec, has established a place of business in the village of Ste-Marie, Beauce County.

Québec, le 26 mai 1942.

Québec, May 26th, 1942.

1186-0 Les procureurs de la compagnie,
LANGLAIS & LANGLAIS.

1186-0 LANGLAIS & LANGLAIS,
Solicitors for the Company.

STERLING INSURANCE COMPANY OF CANADA

AVIS

Avis est donné que la Sterling Insurance Company of Canada, constituée en corporation en vertu de la loi 6, Ed. VII, chap. 72, amendée par 1, Ed. VIII, chap. 14, ayant son bureau principal dans la cité de Québec, où elle avait son bureau situé jusqu'à aujourd'hui au N° 80 de la rue St-Pierre, l'a transporté en la cité de Sherbrooke, au N° 29 Avenue Dufferin.

A compter de la date du présent avis, le dit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Québec ce troisième jour de février mil neuf cent quarante-deux.

Le secrétaire,

1222-0 L. E. LANGIS GALIPEAULT.

STERLING INSURANCE COMPANY OF CANADA

NOTICE

Notice is hereby given that the Sterling Insurance Company of Canada, incorporated under the Act 6, Ed. VII, Chap. 72, amended by 1, Ed. VIII, Chap. 14, having its head office in the City of Quebec, where its office has been situate to date at No. 80 St. Peter street, has moved it to the City of Sherbrooke, to No. 29 Dufferin Avenue.

From and after the date of the present notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Given at Quebec, this third day of February, one thousand nine hundred and forty-two.

L. E. LANGIS GALIPEAULT,

1222 Secretary.

Commission de l'Industrie Laitière

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 46-E-42-A

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mercredi, 27 mai 1942, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière Québec, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Dr. Emile Nadeau, président, Jules Côté, commissaire, Alphonse Savoie, secrétaire et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Rimouski;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Rimouski.

2. La région de Rimouski comprend la ville de Rimouski.

3. Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$2.30 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

4. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Rimouski, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à six sous la chopine et dix sous la pinte.

5. Nul ne peut, dans les limites de la dite région de Rimouski, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à des prix inférieurs à cinq sous la chopine et neuf sous la pinte.

La présente ordonnance annule toutes autres ordonnances de ladite Commission concernant la région de Rimouski, et entre en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. EMILE NADEAU, président,
JULES CÔTÉ,
GILBERT MACMILLAN.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,
Le secrétaire, Commission
de l'Industrie Laitière.

Québec, le 27 mai, 1942. 1199-0

Dairy Industry Commission

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 46-E-42-A

Excerpt from the proceeding of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Québec.

Meeting of Wednesday, May 27th, 1942, held in the office of the Dairy Industry Commission in Québec, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs Dr. Emile Nadeau, president, Jules Côté, commissioner, Alphonse Savoie, secretary and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Rimouski;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Rimouski.

2. The region of Rimouski includes the town of Rimouski.

3. Any milk dealer must pay directly to his producers suppliers, for each hundred pounds of milk which he receives from them \$2.30 net F.O.B. business place of said dealer.

4. No person shall, within the limits of said region of Rimouski, offer, sell or deliver milk at prices inferior to six cents a pint and ten cents a quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Rimouski, offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a dealer or to any other business establishment, at a price inferior to five cents a pint and nine cents a quart.

The present order cancels all previous orders of said Commission, concerning the region of Rimouski, and comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: EMILE NADEAU, president,
JULES CÔTÉ,
GILBERT MACMILLAN.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,
The Secretary, Dairy Industry Commission.

Québec, May 27th, 1942.

1199-0

Département de l'Instruction publique

Department of Public Instruction

N° 1427-41.

Québec, le 28 mai 1942.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire d'Almaville, paroisse, dans le comté de St-Maurice, les lots ci-dessous décrits pour les annexer à la municipalité scolaire D'Almaville-en-Haut dans le même comté.

Le territoire ainsi annexé comprend les nos suivants tous inclusivement du cadastre officiel de la paroisse de Notre-Dame-du-Mont-Carmel:

"94, 98, 99, 100, 102, à 111, 113 à 122, 124, à 133, 135 à 144, 146 à 155, 157 à 166 de la subdivision du lot N° 918; les lots 213, 223 à 232, 234 à 251, 253 à 256, 258 à 275, 277 à 280, 282 à 299, 301 à 304, 306 à 323, 325 à 328, 330 à 347, 349 à 352, 354 à 371, 373 à 376 de la subdivision du lot N° 917." 1216-22-2-0

No. 1427-41.

Quebec, May 28, 1942.

Application is made to detach from the School Municipality of Almaville, Parish, in the county of St-Maurice, the lots hereinafter described to annex them to the School Municipality of Almaville-en-Haut, in the same county.

The territory thus annexed comprises the following numbers all inclusively of the official cadastral of the parish of Notre-Dame-du-Mont-Carmel:

94, 98, 99, 100, 102 to 111, 113 to 122, 124 to 133, 135 to 144, 146 to 155, 157 to 166 of the subdivision of lot No. 918; lots 213, 223 to 232, 234 to 251, 253 to 256, 258 to 275, 277 to 280, 282 to 299, 301 to 304, 306 to 323, 325 to 328, 330 to 347, 349 to 352, 354 to 371, 373 to 376 of the subdivision of lot No. 917. 1216-22-2

N° 1471-37.

Québec, le 27 mai 1942.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Charles Borromée, dans le comté de Nicolet, cette partie du territoire de la Cité de Joliette située au nord de la voie errée du chemin de fer Canadien National et comprise entre ladite voie du chemin de fer et les limites sud-est de la municipalité scolaire de St-Charles Borromée qui comprend les lots 18 à 53 inclusivement du rang Base de Roc et les lots 54 à 81 inclusivement du rang les Prairies et de les ériger en municipalité scolaire distincte sous le nom de St-Charles Borromée.

La partie restante de l'ancienne municipalité de Saint-Charles Borromée devra être connue et désignée à l'avenir sous le nom de "la municipalité scolaire de Christ-Roi". 1217-22-2-0

No. 1471-37.

Quebec, May 27th, 1942.

Application is made to detach from the school municipality of Saint-Charles Borromée, in the County of Nicolet, that part of the territory of the City of Joliette, situate North of the Canadian National Railway and comprised within the said railway and the Southeast limits of the school municipality of Saint-Charles Borromée, comprising lots 18 to 53 inclusively of Range "Base de Roc" and lots 54 to 81 inclusively of Range "les Prairies", and to erect the same into a separate school municipality, under the name of St-Charles Borromée.

The remaining part of the old municipality of Saint-Charles Borromée to be, in future, known and designated under the name of "The School Municipality of Christ-Roi". 1217-22-2

N° 538-39.

Québec, le 28 mai 1942.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire du village de Bernierville, dans le comté de Mégantic, les lots Nos 304 à 314 inclusivement, 316, 317, 319 à 323 inclusivement du rang VI du canton d'Halifax, les lots 527 à 545 inclusivement du rang VII du même canton, les lots 605 à 622 inclusivement du rang VIII du même canton et de les annexer à la municipalité scolaire de Saint-Ferdinand, dans le même comté. 1218-22-2-0

No. 538-39.

Quebec, May 28, 1942.

Application is made to detach from the School Municipality of the Village of Bernierville, in the county of Mégantic, lots Nos. 304 to 314 inclusively, 316, 317, 319 to 323 inclusively of Range VI of the Township Halifax, lots 527 to 545 inclusively of Range VII of the same Township, lots 605 to 622 of Range VIII of the same Township, and to annex them to the School Municipality of Saint-Ferdinand, in the same county. 1218-22-2

Ministère de l'Agriculture

Department of Agriculture

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de St-Hyacinthe, sous le nom de "Société Coopérative Agricole de St-Denis sur Richelieu" et que son principal siège d'affaires est à St-Denis sur Richelieu, comté de St-Hyacinthe.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont: l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage ou des deux, la vente et l'achat d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente des produits agricoles.

Notice is hereby given that a cooperative association has been formed in the county of St. Hyacinthe, under the name of "Société Coopérative Agricole de St-Denis sur Richelieu", and that its principal place of business is at St-Denis sur Richelieu, county of St. Hyacinthe.

The objects for which the said association is formed are: the improvement and development of agriculture or of any of its branches, the manufacture of butter or cheese or both, the sale and purchase of livestock, farm implements, commercial fertilizers and other articles useful to the agricultural class, the purchase, preservation, transformation and sale of agricultural products.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Québec, ce dix-huitième jour de mai 1942.

Le sous-ministre adjoint de l'Agriculture,
1193—o ADRIEN MORIN.

The Minister authorizes the formation of the said association.

Quebec, this eighteenth day of May, 1942.

ADRIEN MORIN,
1193 Acting Deputy Minister of Agriculture.

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Lac St-Jean, sous le nom de "Société Coopérative Agricole de St-Cœur de Marie" et que son principal siège d'affaires est à St-Cœur de Marie, comté de Lac St-Jean.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont: l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage ou des deux, la vente et l'achat d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente des produits agricoles.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Québec, ce dix-huitième jour de mai 1942.

Le sous-ministre adjoint de l'Agriculture,
1194—o ADRIEN MORIN.

Notice is hereby given that a cooperative agricultural association has been formed in the county of Lake St. John, under the name of "Société Coopérative Agricole de St-Cœur de Marie" and that its principal place of business is at St-Cœur de Marie, county of Lake St. John.

The objects for which the said association is formed are: the improvement and development of agriculture or of any of its branches, the manufacture of butter or cheese or both, the sale and purchase of livestock, farm implements, commercial fertilizers and other objects useful to the agricultural class, the purchase, preservation, transformation and sale of agricultural products.

The Minister authorizes the formation of the said association.

Quebec, this eighteenth day of May, 1942.

ADRIEN MORIN,
1194 Acting Deputy Minister of Agriculture.

Vente—Loi de faillite

LA LOI DE FAILLITE

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, N° 80 (en faillite).
Re: J. Adolphe Leveque, négociant, des cité et district de Montréal, débiteur; et Charles P. Dumas, gérant, de la cité de Montréal, district de Montréal, syndic requérant.

AVIS DE VENTE

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement de Messieurs Beaudry & Leduc, Régistres, rendu en date du 30ième jour d'avril 1942, sera vendu par encan public au bureau du shérif, Palais de Justice, à Montréal, JEUDI, le DIX-HUITIÈME jour de JUIN 1942, à ONZE heures de l'avant-midi, l'immeuble suivant, savoir:

DESCRIPTION

"Un emplacement situé à l'encoignure nord-est des rues St-Viateur et St-Dominique dans le quartier St-Michel de la cité de Montréal, mesurant quarante-quatre pieds et six pouces de largeur sur la dite rue St-Dominique par cinquante pieds de profondeur sur la rue St-Viateur, formé de la partie sud-est de chacun des lopins de terre connus et désignés sous les numéros quatre cent trente-cinq et quatre cent trente-cinq A de la subdivision officielle du lot originaire numéro Dix (10-435 et 435A) aux plan et livre de renvoi officiels du Village de la Côte St-Louis, et borné en front, au sud-ouest par la rue St-Dominique, en arrière, au nord-est, par le numéro quatre cent trente-six des dits plan et livre de renvoi, d'un côté, au sud-est, par la rue St-Viateur et de l'autre côté, au nord-ouest, par le surplus des mêmes deux terrains (10-435 et 435A); avec une maison et ses dépendances dessus érigées et portant le numéro 5551 de la dite rue St-Dominique."

Tel que le tout se trouve présentement, avec toutes les servitudes actives et passives, appa-

Sale—Bankruptcy Act

THE BANKRUPTCY ACT

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 80 (in bankruptcy)
Re: J. Adolphe Leveque, Merchant, of the City and District of Montreal, Debtor; and Charles P. Dumas, Manager, of the City of Montreal, District of Montreal, Trustee-Petitioner.

NOTICE OF SALE

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of Messrs. Beaudry & Leduc, Registrars, rendered under date of April 30th, 1942, will be sold by public auction at the Sheriff's office, Court House, Montreal, on THURSDAY, the EIGHTEENTH day of JUNE, 1942, at ELEVEN o'clock in the forenoon, the immovable hereinafter designated:

DESCRIPTION

"An emplacement situate on the North-East corner of St. Viateur and St. Dominique Streets in St. Michael's Ward in the City of Montreal, measuring forty-four feet and six inches in width on the said St. Dominique Street by fifty feet in depth on St. Viateur Street, being formed of the South-East part of each of the parcels of land known and designated as numbers four hundred and thirty-five and four hundred and thirty-five A of the official subdivision of original lot number Ten (10-435 and 435A) on the official plan and book of reference of the Village of Cote St. Louis and bordered in front, on the South-East, by St. Dominique Street, in the back, on the North-East, by number four hundred and thirty-six of the said plan and book of reference, on one side on the South-East by St. Viateur and on the other side on the North-West by the balance of the said two lots (10-435 and 435A); with the building and appurtenances thereon erected and bearing number 5551 of the said St. Dominique Street."

As the whole actually subsists, with all the active and passive, apparent and unapparent

rentes ou occultes, attachées au dit immeuble. Cette vente sera faite en vertu de l'article 45 et ses sous-paragraphes de la loi de faillite, et conformément aux articles 716 à 719 C.P.C. pour la dite vente ainsi s'effectuer avec l'effet du décret.

Montréal, Québec, le 6 mai 1942.

Le syndic,
CHARLES P. DUMAS.

Bureau de:

The Canadian Credit Men's
Trust Association Limited,
760 Carré Victoria,
Montréal, Qué.

1047-19-2-o

servitudes attached to the aforesaid immovable. This sale will be made in virtue of article 45 and its sub-paragraphs of the Bankruptcy Act and pursuant to articles 716 to 719 of the C.C.P., so that the said sale shall thus have the effect of a sheriff's sale.

Montreal, Quebec, May 6th, 1942.

CHARLES P. DUMAS,
Trustee,

Office of:

The Canadian Credit Men's
Trust Association Limited.
760 Victoria Square,
Montreal, Que.

1047-19-2-o

Ventes pour taxes municipales

Canada, Province de Québec, District de Chicoutimi.

LA VILLE DE KÉNOGAMI.

Avis public est donné conformément à la loi, que les immeubles ci-dessous décrits, seront vendus à l'enchère publique, pour défaut de paiement des taxes au bureau du conseil municipal de la ville de Kénogami, dans la grande salle des délibérations, à l'Hotel-de-Ville, le VINGT-DEUXIÈME jour de JUIN (lundi), mil neuf cent quarante-deux, à DIX heures de l'avant-midi, à moins qu'elles ne soient payées avec les intérêts et les frais, avant la vente, savoir:

1. Un terrain, connu et désigné comme étant le lot numéro vingt-trois—quatre-vingt-deux (23-82), dans le rang trois (Rg III), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Jonquières. Sans bâtisses y érigées, mais avec toutes appartenances et dépendances; y compris tous les droits de vue, de passage et autres, inhérents au sudit terrain, ce dernier sujet cependant aux dits mêmes droits pouvant l'affecter. Le tout ainsi porté au rôle d'évaluation de la ville de Kénogami, au nom de M. Alfred Claveau, fils d'Eloi.

2. Un terrain, connu et désigné comme étant le lot numéro vingt-six—vingt-neuf (26-29), dans le rang un (Rg I), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Jonquières. Sans bâtisses y érigées, mais avec toutes appartenances et dépendances; y compris tous les droits de vue, de passage et autres, inhérents au susdit terrain, ce dernier sujet cependant aux dits mêmes droits pouvant l'affecter. Le tout ainsi porté au rôle d'évaluation de la ville de Kénogami, au nom de M. Edmond Talbot, fils de Vilbond.

3. Un terrain, connu et désigné comme étant le lot numéro vingt-six—quarante-trois (26-43), dans le rang un (Rg I), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Jonquières. Sans bâtisses y érigées, mais avec toutes appartenances et dépendances y compris tous droits de vue, de passage et autres, inhérents au susdit terrain, ce dernier sujet cependant aux dits mêmes droits pouvant l'affecter. Le tout ainsi porté au rôle d'évaluation de la ville de Kénogami, au nom de M. Eino Korpi.

4. Un terrain, connu et désigné, savoir: un lopin de terre ou emplacement situé en la ville de Kénogami, mesurant cinquante pieds de largeur

Sales for Municipal Taxes

Canada, Province of Quebec, District of Chicoutimi.

THE TOWN OF KENOGAMI

Public notice is hereby given, in conformity with the law, that the immoveables, as below designated, are going to be sold on public auction whereon are due arrears of taxes, in the meeting room of the council of the Municipality of the Town of Kenogami, at the City Hall, the TWENTY SECOND day of JUNE (monday), one thousand nine hundred and forty-two, at TEN o'clock in the morning, unless the same be paid with the interests and costs, before, the sale, to wit:

1. A building plot, known and designated as being the lot number twenty-three eighty-two (23-82), in the third range, to the official plan and book of reference of the cadaster of the Township of Jonquieres. Without any houses erected on, but together with all appartenances and dependances; including all rights of vue, of passage, and other rights attached to the said immoveables; the latter subject however to the said same rights which may affect the same. The whole designated as above and beared to the name of Mr. Alfred Claveau (Eloi), on the roll.

2. A building plot, known and designated as being the lot number twenty-six twenty-nine (26-29), in the first range, to the official plan and book of reference of the cadaster of the Township of Jonquieres. Without any houses erected on, but together with all appartenances and dependances; including all rights of vue, of passage, and other rights attached to the said immoveables; the latter subject however to the said same rights which may affect the same. The whole designated as above and beared to the name of Mr. Edmond Talbot (Vilbond), on the roll.

3. A building plot, known and designated as being the lot number twenty-six forty-three (26-43) in the first range, to the official plan and book of reference of the cadaster of the Township of Jonquieres. Without any houses erected on, but together with all appartenances and dependances including all rights of vue, of passage, and other rights attached to the said immoveables; the latter subject however to the said same rights which may affect the same. The whole designated as above and beared to the name of Mr. Eino Korpi, on the roll.

4. A building plot, known and designated, to wit: a piece of land situated in the Town of Kenogami, measuring fifty feet of width north-

du sud au nord, sur cent pieds de profondeur de l'est à l'ouest, connu et désigné au cadastre officiel du canton Jonquières comme formant partie du lot numéro vingt-cinq (Ptie 25), dans le rang un dudit canton, et borné vers le sud par le terrain de Franck Arthur Clarke, au nord par le terrain de John Saaksmaki et Emile Ahola, à l'ouest par le terrain de Joseph Levesque, Nazaire et à l'est par le nouveau chemin conduisant au pont sur la rivière Saguenay.—Sans bâtisses y érigées, mais avec toutes appartenances et dépendances, y compris tous droits de vue, de passage et autres, inhérent au susdit emplacement, ce dernier sujet cependant auxdits mêmes droits pouvant l'affecter. Le tout ainsi porté au rôle d'évaluation de la ville de Kénogami, au nom: Inconnu (Bureau d'enregistrement: MM. Joseph Valli, Dominico Litizi, Guerino Cordona, conjointement.)

En foi de quoi, j'ai signé à Kénogami, ce 26ème jour de mai 1942.

1187—22-2-o

Le greffier,
R. COULOMBE.

CITÉ DE WESTMOUNT

Avis public est par les présentes donné que la propriété foncière située dans la cité de Westmount et ci-dessous décrite sera vendue aux enchères dans le bureau du secrétaire-trésorier, à l'hôtel de ville de Westmount, le vingt-cinquième jour de juin, 1942, à 10.30 a.m. à moins que les montants dus pour taxes et intérêts tels qu'indiqués ci-dessous, de même qu'un intérêt additionnel s'accroissant et les frais de vente soient payés avant l'heure de ladite vente.

Propriétaire: Whittall, Frederick Richard; Location: Ave. Bellevue; Lot: 282; Subdivisions: 179-1, 180-1, 180-2, 181-1, 202-8-1, 202-9-1, 224-1; Somme due: \$1,281.36.

Le lot et les subdivisions, ci-haut mentionnés, sont inscrits au plan officiel et au livre de référence de la paroisse de Montréal.

Donné à Westmount, ce 26ième jour de mai, 1942.

Le secrétaire-trésorier,
C. W. HOUSTON.

1188—22-2-o

south, on a hundred feet of length east-west; known and designated as bearing part of the lot number twenty-five (Pt 25), in the first range, to the official plan and book of reference of the Township of Jonquieres; and bounded towards the south by the property of Mr. Frank Arthur Clarke, the north of John Saaksmaki and Emile Ahola, the west, of Mr. Joseph Levesque, Nazaire, and the east, by the new road going to the Saguenay River.—Without any houses erected on, but together with all appartenances and dependances; including all rights of vue, of passage, and other rights attached on the said property; the latter subject however to the said same rights which may affect the same. The whole designated as above and beared on the roll to the name of: Unknown (At registrar office: MM. Joseph Valli, Dominico Litizi, Guérino Cordona, together.)

In testimony thereof I have signed at Kencogami, this 26th day of May 1942.

1187—22-2-o

R. COULOMBE,
Clerk.

CITY OF WESTMOUNT

Public notice is hereby given that the immovable property in the City of Westmount hereinafter described, will be sold by public auction in the Secretary-Treasurer's Office in the City Hall, Westmount, on the twenty-fifth day of June 1942, at 10.30 A.M., unless the amounts due for taxes and interest as shown hereafter, as well as the additional interest accruing and the costs of the sale proceedings are paid respectively before the time of said sale.

Propretor: Whittall, Frederick Richard; Location: Bellevue Avenue; Lot: 282; Sub-div.: 179-1, 180-1, 180-2, 181-1, 202-8-1, 202-9-1, 224-1; Amount Due: \$1,281.36.

The above lot and subdivisions are on the official plan and in the book of reference of the Parish of Montreal.

Given at Westmount, this 26th day of May 1942.

C. W. HOUSTON,
Secretary-Treasurer.

1188—22-2-o

VENTES PAR LES SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

ABITIBI
Cour Supérieure

Canada, Province de Québec, District d'Abitibi, No. V-462 } HARRICANA GOLD MINE INCORPORATED 1939, autrefois portant le nom de Harricana Amalgamated Gold Mine, corps politique et incorporé ayant sa place d'affaires dans les cité et district de Québec, (Demanderesse dans l'instance originaire), saisissante; vs J. J. COGHLAN, prospecteur, 83 rue Hogard, Toronto, Ontario, (Défendeur dans l'instance originaire), saisi.

Comme appartenant et étant en la possession du défendeur:

1. Les lots de terre situés à Val d'Or, connus et désignés au cadastre officiel, sous les Nos cent quatre-vingt-dix-neuf, deux cents, deux cent deux, deux cent trois, deux cent quatre, subdivisions

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ABITIBI
Superior Court

Canada, Province of Québec, District of Abitibi, No. V-462 } HARRICANA GOLD MINES INCORPORATED 1939, heretofore bearing the name of "Harricana Amalgamated Gold Mine", a body politic and corporate having its head office in the city and district of Québec, (Plaintiff in original suit), seizing; vs J. J. COGHLAN, prospector, 83 Hogard street, Toronto, Ontario, (Defendant in original suit), seized.

As belonging to and being in the possession of the defendant:

1. The lots of land situate at Val d'Or, known and designated on the official cadastre under Nos. one hundred and ninety-nine, two hundred, two hundred and two, two hundred and three, two

originares du lot soixante et un (61-199, 61-200, 61-202, 61-203, 61-204), rang huit (8), du canton Dubuisson, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2. Les lots de terre situés à Val d'Or, connus et désignés au cadastre officiel, sous les Nos cent trente-neuf, cent quarante, subdivisions originaires du lot N° soixante (60-139, 60-140), du rang huit (8), du canton Dubuisson, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de St-Sauveur-les-Mines, à Val d'Or, MARDI, le TRENTIÈME jour du mois de JUIN 1942, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, ANTONIO BOURBEAU, Sheriff's Office,
Amos, ce 20 mai, 1942. 1196-22-2-o Amos, May 20, 1942. 1196-22-2-o
[Première publication, 30 mai 1942] [First publication, May 30th, 1942]

Canada, Province de Québec, District d'Abitibi, N° V-450. } HEATING & PLUMBING FINANCE LTD., corps politique et incorporé ayant sa principale place d'affaires à Toronto, dans la province d'Ontario, (Demanderesse dans l'instance originaire) saisissante; vs LÉO HOULE et AURORA HOULE, de Val d'Or, district d'Abitibi, et temporairement à Valleyfield, district de Beauharnois, (Défendeurs dans l'instance originaire) saisis.

Comme appartenant aux dits défendeurs: Un lot de terre situé à Val d'Or, Qué., connu et désigné comme étant le lot N° quatre cent soixante-dix, de la subdivision du bloc originaire N° trente-quatre (34-470), aux plan et livre de renvoi officiels pour le canton Bourlamaque, avec bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances. Le dit lot sujet à un bail emphytéotique en faveur de Northern Townsite Corporation.

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Sauveur-Les-Mines, de Val d'Or, MARDI, le TRENTIÈME jour du mois de JUIN 1942, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du Shérif, ANTONIO BOURBEAU, Sheriff's Office,
Amos, ce 26 mai, 1942. 1198-22-2-o Amos, May 26, 1942. 1198-22-2-o
[Première publication, 30 mai 1942] [First publication, May 30, 1942]

GASPÉ
Fieri Facias De Terris
Cour Supérieure.—District de Gaspé.
Percé, à savoir: } JEAN DUGUAY, marchand N° 2477 } de Chandler, comté de Gaspé-Sud, Demandeur; vs DAVID DEA, journaliste de St-François de Pabos, Défendeur.

Lot numéro 21-B du 2ième rang de la municipalité de Pabos, borné au nord par les terres du troisième rang, à l'est par Samuel Huard, au sud par le premier rang et à l'ouest par André Deraiche.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Adélaïde de Pabos, comté de Gaspé, le DEUXIÈME jour de JUILLET, 1942, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, M. J. FURLONG, Sheriff's Office,
Percé, le 26 mai 1942. 1200-22-2-o Percé, May 26, 1942. 1200-22-2-o
[Première publication, 30 mai 1942] [First publication, May 30, 1942]

HULL
Cour Supérieure.—District de Hull
N° 7453 } A MÉDÉE MALETTE, cultivateur de la paroisse de St-André Avellin, comté de Papi-

hundred and four, original subdivision of lot sixty-one (61-199, 61-200, 61-202, 61-203, 61-204), Range Eight (8), of the Township Dubuisson—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. The lots of land situate at Val d'Or, known and designated on the official cadastre, under Nos. one hundred and thirty-nine, one hundred and forty, original subdivisions of lot number sixty (60-139, 60-140), of Range Eight (8) of the Township Dubuisson—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold, at the parochial church door of St-Sauveur-les-Mines, at Val d'Or, TUESDAY, the THIRTIETH day of the month of JUNE, 1942, at TWO o'clock in the afternoon.

ANTONIO BOURBEAU, Sheriff.
Amos, May 20, 1942. 1196-22-2-o
[First publication, May 30th, 1942]

Canada, Province de Québec, District d'Abitibi, N° V-450. } HEATING & PLUMBING FINANCE LTD., a body politic and corporate having its head office at Toronto, in the Province of Ontario, (Plaintiff in original suit) Seizing; vs LÉO HOULE and AURORA HOULE, of Val d'Or, district of Abitibi, and temporarily at Valleyfield, district of Beauharnois, (Defendants in original suit) Seized.

As belonging to the said defendants: A lot of land situate at Val d'Or, Qué., known and designated as being lot number four hundred and seventy of the subdivision of the original block number thirty-four (34-470), on the official plan and book of reference for the Township of Bourlamaque, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Said lot subject to an emphyteutic lease in favour of Northern Townsite Corporation.

To be sold at the parochial church door of St-Sauveur-Les-Mines, of Val d'Or, on TUESDAY, the THIRTIETH day of the month of JUNE, 1942, at TEN o'clock in the forenoon.

ANTONIO BOURBEAU, Sheriff.
Amos, May 26, 1942. 1198-22-2-o
[First publication, May 30, 1942]

GASPÉ
Fieri Facias De Terris
Superior Court.—District of Gaspé.
Percé, to wit: } JEAN DUGUAY, merchant, of No. 2477. } Chandler, county of Gaspé Sud, Plaintiff; vs DAVID DEA, laborer, of St-François de Pabos, Defendant.

Lot number 21-B of the 2nd Range of the municipality of Pabos, bounded on the north by the lands of the third range, on the east by Samuel Huard, on the south by the first range and on the west by André Deraiche.

To be sold at the church door of the parish of St-Adélaïde de Pabos, county of Gaspé, on the SECOND day of JULY, 1942, at TEN o'clock in the forenoon.

M. J. FURLONG, Sheriff.
Percé, May 26, 1942. 1200-22-2-o
[First publication, May 30, 1942]

HULL
Superior Court.—District of Hull
No. 7453 } A MÉDÉE MALETTE, farmer, of the parish of St-André Avellin, county of Papineau,

neau, district de Hull, demandeur; vs AMÉDÉE PILON, cultivateur de la paroisse de St-André Avellin, comté de Papineau, district de Hull, défendeur.

“Un certain terrain sis et situé dans la paroisse de St-André Avellin, Seigneurie de la Petite Nation, étant le lot numéro quarante ouest (40) de la Côte St-Pierre de la dite paroisse de St-André Avellin, et connu aux livres de renvoi et plan officiels de la même paroisse, comme étant le lot numéro cinq cent quatre (504), contenant cent douze (112) arpents en superficie; tenant en front au chemin public, en profondeur, joignant les terres de la Côte Ste-Magdelaine, du côté nord, aux représentants Bénoni Pilon père, et du côté sud, au terrain du nommé André Desjardins ou représentants; avec bâtisses dessus érigées.”

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-André Avellin, le TROIS JUILLET prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du shérif, Hull, ce 26 mai, 1942. [Première publication, 30 mai 1942]

I. ST-PIERRE, 1197-22-2-o

district of Hull, plaintiff; vs AMÉDÉE PILON, farmer, of the parish of St-André Avellin, county of Papineau, district of Hull, defendant.

A certain lot of land lying and situate in the parish of St-André Avellin, Seigniorie of La Petite Nation, being lot number forty (40) West of Côte St-Pierre, of the said parish of St-André Avellin, and known on the official plan and in the book of reference of the same parish, as being lot number five hundred and four (504), containing one hundred and twelve (112) arpents in superficial area; bounded in front by the public road, in depth, adjoining the lands of Côte Ste-Magdelaine, on the North side, by the representatives of Bénoni Pilon, Sr., and on the south side, by the land of one named André Desjardins or representatives—with buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of St-André Avellin, on the THIRD of JULY next, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, Hull, this 26th May, 1942. [First publication, May 30th, 1942]

I. ST-PIERRE, Sheriff.

IBERVILLE

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Supérieure.—District d'Iberville

Saint-Jean, à savoir: { TÉLESPHORE GAGNON, cultivateur, de la paroisse de Saint-Blaise, district d'Iberville, en sa qualité d'exécuteur-testamentaire de la Succession de Dame Mathilda Boudreau, de son vivant épouse séparée de biens de Olivier Morin, de la paroisse de Saint-Georges d'Henryville, district d'Iberville, demandeur; vs LOUIS GRENON, des cité et district de Montréal, défendeur.

Le tout conformément au jugement rendu par la cour en cette cause permettant la saisie et la vente judiciaire en bloc comme une seule et même exploitation les biens fonds ci-après décrits:

“Un lopin de terre supposé mesurer soixantetrois arpents en superficie, et connu comme étant la moitié nord du lot numéro quatorze, 1ère concession de Noyan, et portant le numéro cinquante-sept (N° 57) du plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Georges d'Henryville, dans le comté d'Iberville, avec une grange y érigée; ce lopin de terre étant borné au nord par James Miller ou représentants; sud par le terrain du débiteur; est par Thomas Grenon et à l'ouest par la Rivière du Sud.”

“Une terre située au rang du Bord de l'Eau, portant le numéro cinquante-six (N° 56) au plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Georges d'Henryville, dans le comté d'Iberville, supposée contenir deux (2) arpents de largeur sur 28 arpents de profondeur avec une maison, des remises, granges et écuries y érigées.”

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint Georges d'Henryville, le DIX JUIN prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, Saint-Jean, le 5 mai, 1942. [Première publication, le 9 mai, 1942]

ADÉLARD FORGET, 1037-19-2-o

JOLIETTE

Fieri Facias de Terris

District de Joliette

Cour Supérieure, Province de Québec, } ROMÉO SAVOIE, industriel de la cité et N° 7388 du district de Joliette, demandeur; contre JOSEPH TRUDEAU, cultivateur de la paroisse du Sacré-Cœur de Jésus, de

IBERVILLE

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Superior Court.—District of Iberville

Saint-Jean, to wit: { TÉLESPHORE GAGNON, farmer, of the parish of Saint-Blaise, district of Iberville, in his quality of testamentary-executor of the succession of Dame Mathilda Boudreau, in his life-time wife separate as to property of Olivier Morin, of the parish of Saint-Georges d'Henryville, district of Iberville, plaintiff; vs LOUIS GRENON, of the city and the district of Montreal, defendant.

The whole according to a judgment rendered by the court in this case permitting the seizure and the judiciary sale “en bloc” as one and same farm the immoveable hereinafter described:

“A lot of land measuring sixty-three arpents in area, and known as being half north of the lot number fourteen, first concession of Noyan, and being the number fifty-seven (No. 57) of the official plan and book of reference for the parish of Saint-Georges d'Henryville, in the county of Iberville, with a barn upon erected, this lot of land being bound to the north by James Miller or representatives; south by the farm of the defendant; east by Thomas Grenon and to the west by the Rivière du Sud.”

“A farm situate to the Bord de l'Eau road, being the number fifty-six (No. 56) on the official plan and book of reference for the parish of Saint-Georges d'Henryville, in the county of Iberville, supposed to be of an area of two (2) arpents in width by 28 arpents in depth with an house, sheds, barns and stables upon erected.”

To be sold at the churchdoor of the parish of Saint-Georges d'Henryville, on the TENTH of JUNE next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Saint-Jean, May 5, 1942. [First publication, May 9, 1942]

ADÉLARD FORGET, Sheriff.

JOLIETTE

Fieri Facias de Terris

District of Joliette

Superior Court, Province of Québec, } ROMÉO SAVOIE, manufacturer, of the No. 7388 city and district of Joliette, plaintiff; against JOSEPH TRUDEAU, farmer, of the parish of Sacré-Cœur de Jésus, of

Crabtree Mills, dans le district de Joliette, défendeur.

1. Une terre située en la concession de la Rivière Lac Ouareau, en la paroisse du Sacré-Cœur de Jésus, de Crabtree Mills, district de Joliette, connue et désignée sous le numéro cent soixante et huit, (168) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Paul, mesurant trois arpents, une perche quatre pieds et six pouces de largeur, sur douze arpents et demi de profondeur;

2. Une terre située en la concession de la Rivière Lac Ouareau, en la paroisse du Sacré-Cœur de Jésus de Crabtree Mills, district de Joliette, connue, et désignée sous le numéro cent soixante et dix, (170) au plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Paul, mesurant un arpent et treize pieds de largeur sur vingt et un arpents de profondeur;

3. Une terre située en la concession de la Rivière Lac Ouareau, en la paroisse du Sacré-Cœur de Jésus, de Crabtree Mills, district de Joliette, connue et désignée sous le numéro cent soixante et seize, (176) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Paul, de figure irrégulière, contenant trente-huit arpents et soixante quinze perches en superficie;

4. Une terre située en la concession de la Rivière Lac Ouareau, en la paroisse du Sacré-Cœur de Jésus de Crabtree Mills, district de Joliette, connue et désignée sous le numéro cent soixante et dix-huit, (178) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Paul, mesurant un arpent de largeur sur dix arpents et demi de profondeur;

5. Une terre située en la concession de la Rivière Lac Ouareau, en la paroisse du Sacré-Cœur de Jésus de Crabtree Mills, district de Joliette, connue et désignée sous le numéro cent soixante et dix-neuf, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Paul, mesurant un arpent de largeur sur dix arpents et demi de profondeur, avec toutes les bâtisses érigées sur les dites terres;

Lors de la vente il sera exigé de tout enchérisseur un dépôt d'une somme de \$312.00 ce, en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, du district de Joliette, en date du 2 mai 1942.

Tous les immeubles plus haut décrits, seront vendus ensemble comme formant une seule exploitation, ce, en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, du district de Joliette, en date du 2 mai 1942.

Pour être vendus, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse du Sacré-Cœur de Jésus de Crabtree, le ONZIÈME jour du mois de JUIN, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du shérif, J. A. BÉLANGER.
Joliette, le 4 mai 1942. 1053-19-2-0
[Première publication, 9 mai 1942]

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure.—District de Montréal
Montréal, à savoir: } A BRAHAM FRIBERG,
208732 } demandeur; vs G.
SMOLAR, défendeur.

Un emplacement situé en la cité de Montréal, connu comme suit: La demie N. O. du lot 667 de la subdivision du lot N° 15 aux plan et livre de renvoi officiels du village de St-Jean-Baptiste et le lot 668 de la subdivision dudit lot N° 15 auxdits plan et livre de renvoi officiels dudit village de St-Jean-Baptiste, ledit emplacement comprenant 30 pieds en largeur par 72 pieds en profondeur et borné en front par la rue Drolet,

Crabtree Mills, in the district of Joliette, defendant.

1. A farm situate in the Rivière Lac Ouareau, Concession, in the parish of Sacré-Cœur de Jésus, de Crabtree Mills, district of Joliette known and designated under number one hundred and sixty-eight (168) on the official plan and in the book of reference of the parish of St-Paul, measuring three arpents, one perch, four feet and six inches in width, by twelve arpents and one half in depth.

2. A farm situate in the Rivière Lac Ouareau Concession, in the parish of Sacré-Cœur de Jésus, of Crabtree Mills, district of Joliette, known and designated under number one hundred and seventy (170) on the official plan and in the book of reference of the parish of St-Paul, measuring one arpent and thirteen feet in width by twenty-one arpents in depth;

3. A farm situate in the Rivière Lac Ouareau Concession, in the parish of Sacré-Cœur de Jésus, of Crabtree Mills, district of Joliette, known and designated under number one hundred and seventy-six (176) on the official plan and in the book of reference of the parish of St-Paul, or irregular figure, containing thirty-eight arpents seventy-five perches in superficial area;

4. A farm situate in the Rivière Lac Ouareau Concession, in the parish of Sacré-Cœur de Jésus, or Crabtree Mills, district of Joliette, known and designated under number one hundred and seventy-eight (178) on the official plan and in the book of reference of the parish of St-Paul, measuring one arpent in width by ten arpents and one half in depth;

5. A farm situate in the Rivière Lac Ouareau Concession, in the parish of Sacré-Cœur de Jésus, of Crabtree Mills, district of Joliette, known and designated under number one hundred and seventy-nine on the official plan and in the book of reference of the parish of St-Paul, measuring one arpent in width by ten arpents and one half in depth—with all the buildings erected on the said farms;

A deposit of \$312 shall be exacted from each and every bidder at the time of the sale, pursuant to a judgment of the Superior Court, of the district of Joliette, dated the 2nd May, 1942.

All the above described immovables shall be sold together as forming one and the same lot of land, and this pursuant to a judgment of the Superior Court, for the district of Joliette, dated the 2nd May, 1942.

To be sold at the parochial church door of the parish of Sacré-Cœur de Jésus, of Crabtree, on the ELEVENTH day of the month of JUNE, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, J. A. BÉLANGER, Sheriff.
Joliette, May 4, 1942. 1053-19-2
[First publication, May 9th, 1942]

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Superior Court.—District of Montreal
Montreal, to wit: } A BRAHAM FRIBERG,
208732 } plaintiff; vs G. SMO-
LAR, defendant.

An emplacement situated in the City of Montreal, known as follows: The N. W. half of lot 667 of the subdivision of lot No. 15 on the official plan and book of reference of the Village of St-Jean-Baptiste and lot 668 of the subdivision of the said lot 15 on the said official plan and book of reference of the said village of St-Jean-Baptiste, said emplacement containing 30 feet in width by 72 feet in depth and bounded in front

en arrière par la ruelle portant le N° 692 de ladite subdivision, d'un côté par le lot 669 dudit lot originaire N° 15 audit plan, et de l'autre côté par la demie S. E. dudit lot N° 667 dudit lot originaire N° 15 audit plan, avec la bâtisse dessus érigée portant les numéros civiques 4363-65-67 de ladite rue Drolet.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le ONZE JUIN prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de \$430 sera exigé de tout offrant et enchérisseur, suivant jugement de l'honorable Juge Surveyer, en date du 4 mai 1942.

Bureau du shérif, Le shérif,
 Montréal, le 5 mai 1942. L. P. CAISSE.
 [Première publication, le 9 mai 1942] 1038-19-2

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } L AMOILLE COUNTY
 No. 202879 } L SAVINGS BANK
 AND TRUST COMPANY, Demanderesse, vs
 JAMES O'REILLY & AL., Défendeurs.

Ce certain lopin de terre ayant front sur la rue Lagachetière ouest (autrefois appelée rue du Palais), en la cité de Montréal, formant partie du lot connu et désigné comme étant le numéro onze cent cinquante et un (ptie 1151) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier St-Antoine de ladite cité de Montréal, comprenant ladite partie vingt-six pieds et deux pouces de largeur en front et vingt-cinq pieds et dix pouces de largeur en arrière sur une profondeur de cent pieds et une superficie d'environ deux mille six cents pieds, le tout d'après la mesure anglaise et plus ou moins; et bornée, ladite partie, en front au sud-est par la rue Lagachetière ouest, en arrière au nord-ouest par une autre partie dudit lot officiel, d'un côté au sud-ouest par une autre partie dudit lot officiel numéro onze cent cinquante, et de l'autre côté au nord-est par le lot officiel onze cent soixante.

Ladite propriété est comprise entre les lignes bordées de vert sur le plan préparé par M. Joseph Rielle, arpenteur-géomètre de la province de Québec, en date du quatre mai mil neuf cent onze, dont copie est annexée à l'acte de vente de la succession Samuel à Charles S. W. Baker, passé devant J. Fair, N.P. le huit juin mil neuf cent onze.

Avec ensembles, une maison en pierre de deux étages et autres dépendances dessus érigées; et avec le privilège de passer dans la cour de la maison adjacente au sud-ouest, appartenant et étant autrefois occupée par W. H. Hingston, en tout temps de sept heures du matin à minuit, en retour du droit de passage pour le propriétaire de ladite maison au sud-ouest sur la plateforme desdits lieux ainsi qu'indiqué dans l'acte de vente à Dame Jane Jones, veuve de l'Honorable Robert Dickson et le droit d'entrée et de sortie par le passage entre l'Unitarian Church et ladite maison adjacente pour communiquer avec la cour desdits lieux.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le DEUX JUILLET prochain, à ONZE heures du matin.

Bureau du shérif, Le shérif,
 Montréal, le 27 mai 1942. L. P. CAISSE
 [Première publication, 30 mai 1942] 1202-22-2

by Drolet Street, in rear by the lane bearing No. 692 of the said subdivision, on one side by the lot 669 of the said original lot No. 15 on the said plan, and on the other side by the S. E. half of the said lot No. 667 of said original lot No. 15 upon the said plan, with building thereon erected bearing civic Nos. 4363-65-67 of said Drolet Street.

To be sold, at my office, in the City of Montreal, on the ELEVENTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$430.00 shall be exacted from each and every bidder pursuant to a judgment of Hon. Justice Surveyer, dated May 4th 1942.

Sheriff's Office, L. P. CAISSE,
 Montreal, May 5th 1942. Sheriff.
 [First publication, May 9th 1942] 1038-19-2-o

Fieri Facias de Terris

Superior Court.—District of Montreal

Montreal, to wit: } L AMOILLE COUNTY
 No. 202879 } L SAVINGS BANK AND
 TRUST COMPANY, Plaintiff; vs JAMES
 O'REILLY, & AL, Defendants.

That certain lot of land fronting on Lagachetière Street West (formerly called Palace Street), in the City of Montreal, forming part of the lot known and designated as number eleven hundred and fifty one (pt. 1151) on the official plan and book of reference of the St. Antoine Ward of the said City of Montreal, containing, said part, twenty-six feet two inches in width in front and twenty-five feet ten inches in width in rear, by a depth of one hundred feet, and a superficial area of about two thousand six hundred feet, all English measure and more or less; and bounded, said portion in front to the South East by Lagachetière Street West, in rear to the North West by another portion of said official lot, on one side to the South West by another portion of said official lot number eleven hundred and fifty, and on the other side to the North East by official lot eleven hundred and sixty.

Which said property is shown within the lines edged green on the plan prepared by Joseph Rielle, Q.L.S. dated the fourth day of May, nineteen hundred and eleven, copy of which is annexed to deed of sale from estate Samuel to Charles S. W. Baker, passed before J. Fair, N.P. on the eighth day of June, nineteen hundred and eleven.

Together with a two storey stone house and other dependencies thereon erected; and with the privilege of passing through the yard of the house adjoining to the South West, formerly owned and occupied by W. H. Hingston at all times from seven in the morning till mid-night in return for the proprietor of said house to the South West of passing over the platform of the said premises as set forth in deed to Dame Jane Jones, widow of the late the Honourable Robert Dickson and the right of ingress and egress through the passage between the Unitarian Church and the said adjoining house to communicate with the yard of said premisses.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SECOND day of JULY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, L. P. CAISSE,
 Montreal, May 27th, 1942. Sheriff.
 [First publication, May 30th, 1942] 1202-22-2-o

PONTIAC

Cour Supérieure.—District d'Abitibi
Canada, }
Province de Québec, } THE WESTERN SAV-
District d'Abitibi, } INGS AND LOAN
N° R-430 } ASSOCIATION, deman-
deresse, dans l'instance
originaire, Saisissante; vs JOSEPH OMER
TARDIF & LEONARD ARTHUR ROBERTON,
défendeurs dans l'instance originaire,
Saisis.

"Cette certaine propriété immobilière consistant en quatre lopins de terre connus et désignés comme étant les numéros 505, 506, 514 et 515 du bloc 41, suivant les plan et livres de renvoi officiels du canton de Rouyn, comté de Témiscamingue, Province de Québec, avec ensemble les bâtisses dessus érigées avec tous droits, membres et dépendances et aussi l'espace au-dessus de la ruelle publique connu et désigné comme étant le lot numéro 535 du bloc 41 susdit, situé entre les lots 505 et 514 susdits, ledit espace à commencer à la hauteur de douze pieds au-dessus de la surface normale, telle qu'au 5 juin 1939, de la ruelle et étant dans toute la largeur desdits lots 505 et 514 avec la bâtisse, le passage et/ou la construction qui s'y trouvent présentement, supporté par et reliant les bâtisses susmentionnées, érigé sur lesdits lots 505 et 514, laquelle bâtisse ou passage traverse ladite ruelle, lot 535, dans ledit espace avec tous les droits, membres et dépendances."

Sujette généralement

1. A la réserve de droits de mines et autres conditions, restrictions et réservations contenus dans les titres originaux accordés par MM. J. E. McCuaig & G. A. Bagshaw, syndics conjoints, cessionnaires de la Couronne des lettres patentes originaires à cette effet et

2. aux conditions et restrictions desdites lettres patentes et

3. à la condition que l'acquéreur prenne lesdites propriétés immobilières ou toutes parties d'icelles dans l'état dans lequel elles ou toute partie d'icelles se trouveront au moment de l'adjudication sans égard à toute détérioration ou amélioration subséquente à la saisie et

4. à toutes les conditions imposées par la loi et
Sujette spécialement

5. En ce qui concerne l'espace décrit plus haut au-dessus du lot 535 dudit bloc 41, aux droits de la ville de Rouyn, le bailleur emphytéote dudit lot 535, tel qu'il appert dans la convention passée entre elle et Ivan Krancevic, en date du 5 juin 1939, enregistrée sous le numéro 22878 au Bureau d'enregistrement pour la division d'enregistrement de Témiscamingue, à Ville-Marie, Province de Québec.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de St-Michel Archange, en la ville de Rouyn, district de Pontiac, MARDI, le NEUF JUIN, 1942, à DIX heures du matin.

Le shérif,

Bureau du shérif, DOMINIC SLOAN.
Campbell's Bay, 4 mai 1942. 1039-19-2
[Première publication, 9 mai 1942]

QUÉBEC

Fieri Facias

Cour du Recorder

Québec, à savoir: } LA CITÉ DE QUÉBEC;
N° 2919-39 } contre EMMA BEAU-
MONT, de notre Cité de Québec, dans notre
district de Québec, veuve de feu Jacques Savard,
à savoir:

Le lot N° 283 (deux cent quatre-vingt-trois)
du cadastre officiel pour St-Roch Nord, mainte-

PONTIAC

Superior Court.—District of Abitibi
Canada, }
Province of Quebec, } THE WESTERN SAV-
District of Abitibi, } INGS AND LOAN
No. R-430 } ASSOCIATION, Plain-
tiff in original suit,
seizing; vs JOSEPH OMER TARDIF &
LEONARD ARTHUR ROBERTON, Defend-
ants in original suit, Seized.

"That certain immoveable property consisting of four lots of land known and designated as Nos. 505, 506, 514, & 515 of block 41, according to the official plan and book of reference for the Township of Rouyn, Temiscamingue County, Province of Quebec, together with the buildings erected thereon with all rights, members and appurtenances and also the space above the public lane known and designated as lot No. 535 of the aforesaid block 41, running between lots 505 and 514 aforesaid the said space to begin at the height of twelve feet above the normal surface, as of June 5th, 1939, of the lane and being for the full width of the said lots 505 and 514 with the building, passage way and/or construction presently existing therein, supported by and connecting the buildings above mentioned, erected on the said lots 505 and 514, which building or passage way crosses the said lane, lot 535, within the said space together with all rights, members and appurtenances."

Subject generally

1. to the reserve of mining rights and other conditions, restrictions and reservations contained in the original titles granted by Messrs. J. E. McCuaig & G. A. Bagshaw, joint trustees, grantees from the Crown of the original letters patent thereto and

2. to the conditions and restrictions of the said letters patent and

3. to the condition that the purchaser takes the said immoveables or any part of them in the condition in which they or any part of them shall be at the time of the adjudication without regard to any deterioration or improvement subsequent to the seizure and

4. to any conditions imposed by law and
Subject specially

5. With regard to the above described space above lot 535 of the said block 41, to the rights of the Town of Rouyn, the emphyteutic lessor of the said lot 535, as appear by the agreement between it and Ivan Krancevic, dated June 5th, 1939, which is registered under no. 22878 at the Registry Office for the registration division of Témiscamingue at Ville-Marie, Province of Quebec.

To be sold at the parish church door of St. Michael the Archangel, in the Town of Rouyn, district of Pontiac, on TUESDAY the NINTH day of JUNE, 1942, at TEN of the clock in the forenoon.

DOMINIC SLOAN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Campbell's Bay, May 4th, 1942. 1039-19-2-o
[First publication, May 9th, 1942]

QUÉBEC

Fieri Facias

Recorder's Court

Quebec, to wit: } THE CITY OF QUÉBEC;
No. 2919-39 } against EMMA BEAU-
MONT, of Our City of Québec, in Our district of
Québec, widow of the late Jacques Savard, to
wit:

Lot No. 283 (two hundred and eighty-three)
of the official cadastre for St. Roch Nord, now Jac-

nant quartier Jacques-Cartier, de la Cité de Québec, étant un emplacement situé Nos. 68 et 70 rue De Lanaudière, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.—

Pour être vendu à mon bureau, en la Cité de Québec, le DIX-NEUVIÈME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du Shérif, } Le shérif,
 Québec, 12 mai 1942. } L. LAPIERRE.
 1094-20-2-o
 [Première publication, 16 mai 1942]
 [Deuxième publication, 30 mai 1942]

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Supérieure

District de Rimouski, } LUDGER BERNIER,
 N° 7483 } Noranda; vs AL-
 FRED BERNIER, savoir:

1. Parties des lots deux cent vingt-cinq, deux cent vingt-six, et deux cent vingt-sept au cadastre officiel de la paroisse de St-Mathieu bornées au nord au chemin, au sud à 2 arpents au sud de l'écluse du moulin, à l'est et à l'ouest sur le haut de l'écart de la Rivière Neigette, avec la maison, moulin à farine, et accessoires, et autres bâtisses, circonstances et dépendances.

2. Partie du lot N° deux cent vingt-sept au cadastre officiel de la paroisse de St-Mathieu, d'environ cinquante pieds carrés, bornée au nord et à l'est à Edouard Bélanger, au sud à Désiré Dionne, à l'ouest à la Rivière Neigette.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de St-Mathieu, le NEUF JUIN prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du shérif, } Le shérif,
 Rimouski, 6 mai, 1942. } CHS. D'ANJOU.
 1055-19-2-o
 [Première publication, 9 mai 1942]

ST-FRANÇOIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris

District de St-François.—Sherbrooke.

Cour Supérieure, } WILLIAM BURNET
 N° 94. } BARROWS, de Camp
 Jenkins, Cobalt, dans l'État de Connecticut, l'un des États-Unis d'Amérique, demandeur; vs DAME RUTH C. HETHERSTON, de la cité de Cambridge dans l'État de Massachusetts, l'un des États-Unis d'Amérique, veuve de feu Victor M. Hetherston, autant personnellement qu'en sa qualité de légataire universelle du dit feu Victor M. Hetherston, défenderesse.

Saisie comme appartenant à la dite défenderesse:

"Ces certains morceaux ou étendues de terrain faisant partie du lot numéro Un-B (1-b) dans le dix-septième rang du Canton de Magog, autrefois Hatley, comme suit:

(a) Commencant au point dans le coin sud-ouest d'une clôture telle qu'elle entoure maintenant l'acre de terre sur lequel est situé Nake Robin Cabin; De là, allant dans une direction est deux cent huit pieds (208) au coin sud-est de la dite clôture, entourant le dit acre de terre; De là, au nord quatre cent cinquante-huit (458) pieds à un point au milieu du ruisseau, qui divise la terre de John E. Pearce de la propriété ici transportée; De là dans une direction ouest deux cent huit (208) pieds à un point au milieu du dit ruisseau; De là, au sud quatre cent cinquante-huit (458) pieds au point de départ.

(b) Commencant au point dans la vieille digue située au milieu du dit ruisseau qui divise

ques-Cartier Ward, of the City of Quebec, being an emplacement situate Nos. 68 and 70 De Lanaudière street — with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the City of Quebec, on the NINETEENTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, } L. LAPIERRE,
 Quebec, May 12, 1942. } Sheriff.
 1094-20-2
 [First publication, May 16, 1942]
 [Second publication, May 30, 1942]

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Superior Court

District of Rimouski, } LUDGER BERNIER,
 No. 7483 } Noranda; vs AL-
 FRED BERNIER, to wit:

1. Parts of lots two hundred and twenty-five, two hundred and twenty-six and two hundred and twenty-seven, of the official cadastre of the parish of St-Mathieu, bounded on the North by the road, on the South by the 2 arpents South of the mill dam, on the East and West by the top of the bank of the Neigette River, with house, flour mill, and accessories, and other buildings, circumstances and dependencies.

2. Part of lot number two hundred and twenty-seven, of the official cadastre of the parish of St-Mathieu, of about fifty square feet, bounded on the North and East by Edouard Bélanger, on the South by Désiré Dionne, on the West by the Neigette River,

To be sold, at the church door of the parish of St-Mathieu, on the NINTH of JUNE next, 1942, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, } CHS. D'ANJOU,
 Rimouski, May 6, 1942. } Sheriff.
 1055-19-2
 [First publication, May 9, 1942]

ST. FRANCIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris.

District of St. Francis.—Sherbrooke.

Superior Court, } WILLIAM BURNET
 No. 94. } BARROWS, of Camp
 Jenkins, Cobalt, in the State of Connecticut, one of the United States of America, Plaintiff; vs DAME RUTH C. HETHERSTON, of the City of Cambridge in the State of Massachusetts, one of the United States of America, widow of the late Victor M. Hetherston, as well personally as in her quality of residuary legatee of the said late Victor M. Hetherston, Defendant.

Seized as belonging to the said Defendant:

"Those certain tracts or parcels of land forming part of lot number One-B (1-b) in the seventeenth range of the Township of Magog, formerly Hatley, as follows:

(a) Beginning at the point in the South West corner of a fence as it now is enclosing the acre of land on which stands Nake Robin Cabin; Thence running in an easterly direction two hundred and eight (208) feet to the southeast corner of said fence, enclosing said acre of land; Thence northerly four hundred and fifty-eight (458) feet to a point in the middle of the brook, which divides the land of John E. Pearce from the property hereby conveyed; Thence in a westerly direction two hundred and eight (208) feet to a point in the middle of the said brook; Thence southerly four hundred and fifty-eight (458) feet to the point or place of beginning.

(b) Beginning at the point in the Old Dam situated in the middle of aforesaid brook which

la terre de Pearse de la propriété ici transportée; De là, allant au sud-ouest, deux cent soixante-dix (270) pieds à un point sur la ligne est du morceau numéro un décrit ci-haut; De là, le long de la dite ligne est dans une direction nord deux cent cinquante (250) pieds au milieu du ruisseau ci-dessus mentionné au morceau numéro un; De là, à l'est quatre-vingt-dix (90) pieds au point de départ; et aussi le droit de passage sur la propriété de Isabelle C. Barrows, ou représentants, de la terre ci-dessus décrite au lac et au grand chemin.

(c) Partie du lot officiel Un-B (1-b) dans le dix-septième rang sur le plan et livre de renvoi officiel du canton de Magog, autrefois Hatley, décrite comme suit: Une bande de terre oblongue à l'extrémité du coin sud-ouest de la propriété de Alfred Dale et entourée sur ses quatre côtés comme suit: Au sud, par la propriété d'un certain Hayes, ou représentants; à l'ouest, par le Lac Memphremagog; Au nord par la propriété de Dales, et à l'est par un chemin qui va maintenant de la propriété du dit Hayes au grand chemin à travers la propriété de Dale; la dite bande de terre ayant une largeur de cinquante (50) pieds exactement du nord au sud d'un bout à l'autre de son entière profondeur, et une profondeur de, approximativement cinq cent vingt (520) pieds le long de son côté nord, c'est-à-dire du lac au dit chemin; le tout mesure anglaise, et le droit de passage en faveur de la terre ainsi vendue, et une servitude perpétuelle de droit de passage, soit à pieds ou en voitures, de la propriété de Dale étant partie du lot numéro Un-B dans le dix-septième rang du plan cadastral de Magog du dit terrain ainsi vendu au grand chemin et aux terrains de l'acheteur situés ailleurs dans ledit lot officiel.

Quant à ce qui concerne le tiers indivis seulement, qui est la propriété de la défenderesse."

Pour être vendus "en bloc", JEUDI, le ONZE JUIN 1942, à la porte de l'église paroissiale de St-Patrice de Magog, à DIX heures a.m.

Bureau du shérif, Le shérif,
 Sherbrooke, ce 4 mai 1942. J. P. C. LEMIEUX.
 [Première publication, 9 mai 1942] 1040-19-2-0

TROIS-RIVIÈRES

Fieri Facias de Bonis et de Terris
 Cour Supérieure

Province de Québec, } J. ANTONIO
 District des Trois-Rivières, } J. GAUTHIER,
 N° 6670 } marchand, des cité
 et district des Trois-Rivières, y faisant affaires
 sous les nom et raison soicale de "P.-A. Gouin,
 Eng.", demandeur; vs JOHNNY GIRARD,
 du même endroit, défendeur.

Un lot de terre ou emplacement situé du côté sud du chemin Ste-Marguerite, en la cité des Trois-Rivières, étant la partie est du lot numéro soixante-quinze (75) et la partie ouest du lot numéro soixante-seize (76) du cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières, mesurant trente-six pieds de largeur par cent vingt-sept pieds de profondeur, mesure anglaise, et plus ou moins; borné en front par le chemin Ste-Marguerite, en profondeur par le lot N° 78, du côté est par le terrain de Ernest Girard, et du côté ouest par le terrain de la cité des Trois-Rivières, ou représentants, avec la maison à deux logements dessus construite, circonstances et dépendances, tel que le tout se trouve actuellement.

divides the land of Pearse from the property hereby conveyed; Thence running southwesterly two hundred and seventy feet (270) to a point on the easterly line of the above described parcel number one; Thence running along said easterly line in a northerly direction two hundred and fifty (250) feet to the middle of the aforementioned brook in parcel number one; Thence easterly ninety (90) feet to the point or place of beginning; and also the right of way over the property of Isabelle C. Barrows, or representatives from the land above described to the lake and to the highway.

(c) Part of the official lot One-B (1-b) in the seventeenth range on the official plan and in the book of reference of the Township of Magog formerly Hatley, described as follows: An oblong strip of land in the extreme southwest corner of Alfred Dale's property and enclosed on its four sides as follows: On the South by the property of one Hayes, or representatives; On the West by Lake Memphremagog; On the North by the property of Dales, and on the East by a road which now runs from the property of said Hayes to the highway through the Dales' property; said strip having a width of precisely fifty (50) feet from North to South throughout its entire depth, and a depth of approximately five hundred and twenty (520) feet along its North side, that is to say from the lake to said road, the whole English measure and the right-of-way in favour of the land so sold, and a perpetual servitude of right-of-way on foot and vehicles of Dale's property being part of the lot number One-B in the Seventeenth Range of the cadastral plan of Magog from said land so sold to the highway and to the lands of the purchaser situate elsewhere in said official lot.

As to one undivided third only, which is the property of the Defendant".

To be sold "en bloc" at the door of the parochial church of St. Patrice de Magog, THURSDAY the ELEVENTH of JUNE 1942, at TEN a.m.

Sheriff's Office, J. P. C. LEMIEUX,
 Sherbrooke, May the 4th, 1942. Sheriff.
 [First publication, May 9th, 1942] 1040-19-2-0

TROIS-RIVIÈRES

Fieri Facias de Bonis et de Terris
 Superior Court

Province of Quebec, } J. ANTONIO
 District of Trois-Rivières, } J. GAUTHIER,
 No 6670 } merchant, of the
 city and district of Trois-Rivières, carrying on
 business there under the firm name and style of
 "P. A. Gouin, Eng.", plaintiff; vs JOHNNY
 GIRARD, of the same place, defendant.

A lot of land or emplacement situate on the South side of Ste-Marguerite Road, in the city of Trois-Rivières, being the East part of lot number seventy-five (75) and the West part of lot number seventy-six (76) of the official cadastre of the city of Trois-Rivières, measuring thirty-six feet in width by one hundred and twenty-seven feet in depth, English measure and more or less; bounded in front by the Ste-Marguerite Road, in depth by lot No. 78, on the East side by the land of Ernest Girard, and on the West side by the land of the city of Trois-Rivières, or representatives—with the two dwelling house thereon erected, circumstances and dependencies, as the whole presently subsists.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité des Trois-Rivières, le NEUF JUIN, prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif, Le shérif,
Trois-Rivières, le 6 mai 1942. L.-P. MERCIER.
[Première publication, 9 mai 1942] 1056—19-2-0

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure.

Canada, Province de Québec, District des Trois-Rivières. N° 7241
{ DAME ANTOINETTE BOU-CHARD, de Batis-
can, district des
Trois-Rivières, veuve de Henri Cossette, en son vivant des mêmes lieux, Demanderesse; vs ANGÉLINA LAHAYE, de Batis-
can, district des
Trois-Rivières, veuve de Philippe Cossette, en son vivant des mêmes lieux, et JOSEPH HOULE, cultivateur, aussi de Batis-
can, en sa qualité de curateur à la succession vacante du dit Philippe Cossette, Défenderesse et défendeur es-qualité.

Une terre située en la paroisse de Batis-
can, dans la première concession, connue et désignée sous le numéro cent quatre-vingt-six (N° 186), au cadastre officiel du comté de Champlain, avec les bâtisses dessus construites, à distraire de la dite terre, les emplacements qui ont été vendus et détachés, suivant leurs titres.

Pour être vendue, à la porte de l'église de la paroisse de Batis-
can, comté de Champlain, le
TRENTIÈME jour de JUIN 1942, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif, Le shérif,
Trois-Rivières, le 27 mai 1942. L.-P. MERCIER.
[Première publication, 30 mai 1942] 1201—22-2-0

To be sold, at my office, in the city of Trois-Rivières, on the NINTH of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, L. P. MERCIER,
Trois-Rivières, May 6, 1942. Sheriff.
[First publication, May 9, 1942] 1056—19-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court.

Canada, Province de Québec, District des Trois-Rivières. No. 7241
{ DAME ANTOINETTE BOU-CHARD, of Batis-
can, district of
Trois-Rivières, widow of Henri Cossette, in his lifetime of the same place, Plaintiff; vs ANGÉLINA LAHAYE, of Batis-
can, district of
Trois-Rivières, widow of Philippe Cossette, in his lifetime of the same place, defendant, and JOSEPH HOULE, farmer, also of Batis-
can, in his quality of curator to the vacant estate of the said Philippe Cossette, defendant es-quality.

A farm situate in the parish of Batis-
can, in the First Concession, known and designated under number one hundred and eighty-six (No. 186) of the official cadastre of the county of Champlain—with the buildings thereon erected, to be deducted from the said farm, the emplacements sold and detached, according to their titles.

To be sold, at the church door of the parish of Batis-
can, county of Champlain, on the THIR-
TIETH day of JUNE, 1942, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, L. P. MERCIER,
Trois-Rivières, May 27, 1942. Sheriff.
[First publication, May 30, 1942] 1201-22-2

Arrêtés en Conseil

Orders in Council

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Numéro 1202

Number 1202

Québec, le 21 mai 1942.

Quebec, May 21, 1942.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concernant la prolongation de la durée du décret relatif à l'industrie des ascenseurs dans la province de Québec.

Concerning the extension of the duration of the decree relating to the elevator trades in the Province of Quebec.

Il est ordonné, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail, que le décret numéro 2058, du 13 août 1941, amendé par l'arrêté en conseil numéro 3006, du 6 novembre 1941, relatif à l'industrie des ascenseurs dans la province de Québec, soit prolongé jusqu'au 30 juin 1942.

It is ordered, upon the proposition of the Honourable Minister of Labour, that decree number 2058, of August 13, 1941, as amended by Order number 3006, of November 6, 1941, relating to the elevator industry in the Province of Quebec, be extended until June 30, 1942.

A. MORISSET,

A. MORISSET,

1189-o Greffier du Conseil Exécutif.

1189-o Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Numéro 1203

Number 1203

Québec, le 21 mai 1942.

Quebec, May 21, 1942.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concernant la prolongation de la durée du décret relatif aux métiers du bâtiment dans l'Île de Montréal.

Concerning the extension of the duration of the decree relating to the building trades in the Island of Montreal.

Il est ordonné, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail, que le décret numéro 2059,

It is ordered, upon the proposition of the Honourable Minister of Labour, that decree

du 13 août 1941, relatif aux métiers du bâtiment dans l'Île de Montréal, soit prolongé jusqu'au 30 juin 1942.

A. MORISSET,
1190-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1249

Québec, le 27 mai 1942.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Concernant des modifications au décret relatif aux métiers de la construction de Sorel.

Attendu que, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective, (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), le comité paritaire de l'industrie de la construction de Sorel a présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet d'apporter des modifications au décret numéro 1764, du 2 septembre 1938, et amendements, relatif aux métiers de la construction de Sorel;

Attendu que ladite requête a été publiée dans la livraison du 11 avril 1942 de la *Gazette Officielle de Québec*;

Attendu qu'aucune objection n'a été formulée contre ladite requête;

Il est ordonné, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail, que ledit décret numéro 1764 soit modifié de la façon suivante:

1. L'alinéa suivant est ajouté au paragraphe "a" de l'article II:

"Le présent décret s'applique également aux manufacturiers de portes et châssis."

2. Les métiers et taux de salaires suivants sont ajoutés à la fin du paragraphe "a" de l'article III:

"Peintres à l'emploi d'une manufacture de portes et châssis..... \$ 0.40

Journaliers à l'emploi d'une manufacture de portes et châssis comprenant les hommes de cour, conducteurs d'attelage et de camions, livreurs et préposés au transport.....\$0.35"

A. MORISSET,
1219-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1248

Québec, le 27 mai 1942.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Concernant une modification au décret relatif aux métiers du bâtiment dans les comtés de Joliette, Berthier, Montcalm et l'Assomption.

Attendu que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), le comité conjoint des métiers de la construction de Joliette a présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet d'apporter des modifications au décret numéro 1407, du 3 avril 1940, modifié par l'arrêté numéro 146, du 24 janvier 1941, relatif aux métiers du bâtiment dans les comtés de Joliette, Berthier, Montcalm et l'Assomption;

Attendu que ladite requête a été publiée dans la livraison du 11 avril 1942 de la *Gazette officielle de Québec*;

number 2059, of August 13, 1941, relating to the building trades in the Island of Montreal, be extended until June 30, 1942.

A. MORISSET,
1190-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 1249

Quebec, May 27, 1942.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concerning modifications to the decree relating to the building trades of Sorel.

Whereas, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163), The Joint Committee of the Building Industry of Sorel has presented to the Minister of Labour a request to modify decree number 1764, of September 2, 1938, and amendments, relating to the building trades of Sorel;

Whereas the said request has been published in the *Quebec Official Gazette* on April 11, 1942;

Whereas no objection to the said request has been set forth;

It is ordered, consequently, upon the proposition of the Honourable Minister of Labour, that the said decree number 1764 be modified in the following manner:

1. The following paragraph is added to subsection "a" of section II:

"The present decree governs also the manufacturers of doors and window-frames."

2. The following trades and wage rates are added to subsection "a" of section III:

"Painters in the employ of manufacturers of doors and window-frames.....\$0.40

Labourer in the employ of manufacturers of doors and window-frames, including yardmen, horse and truck drivers, deliverers and transport employees.....\$0.35"

A. MORISSET,
1219-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 1248

Quebec, May 27, 1942.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concerning a modification to the decree relating to the building trades in the counties of Joliette, Berthier, Montcalm and L'Assomption.

Whereas, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163), the Building Trades Joint Committee of Joliette has presented to the Minister of Labour a request to modify decree number 1407, of April 3, 1940, amended by Order number 146, of January 24, 1941, relating to the building trades in the counties of Joliette Berthier, Montcalm and l'Assomption;

Whereas the said request has been published in the *Quebec Official Gazette* of April 11, 1942;

Attendu que des objections ont été formulées contre ladite requête;

Il est ordonné, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail, que ledit décret numéro 1407 soit modifié de la façon suivante:

Le paragraphe "c" de l'article IV est remplacé par le suivant:

"c.—Tout travail exécuté en dehors des heures spécifiées au paragraphe "a" du présent article, est considéré comme travail supplémentaire et doit être rémunéré au taux de salaire et demi".

1220-o A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

Whereas objections to the said request have been set forth;

It is ordered, consequently, upon the proposition of the Honourable Minister of Labour, that the said decree number 1407, be modified in the following manner:

Subsection "c" of section IV is replaced by the following:

"c.—Work performed outside the hours mentioned in subsection "a" of the present section is considered as overtime work and paid for at the rate of time and one half."

1220-o A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

Ministère du Travail

Department of Labour

AVIS DE PROLONGATION DE PRÉLÈVEMENT

NOTICE OF EXTENSION OF LEVY

L'honorable Edgar Rochette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le droit de prélèvement du comité conjoint des métiers de la construction—district de Montréal, chargé de la mise à exécution du décret numéro 2058, du 13 août 1941, autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 3126, du 19 novembre 1941, a été de nouveau prolongé jusqu'au 30 juin 1942, aux mêmes taux et conditions, par l'arrêté numéro 1200, du 21 mai 1942.

The Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice that the right to levy of the Building Trades Joint Committee of Montreal, entrusted with the supervision of the carrying out of decree number 2058, of August 13, 1941, authorized by a regulation approved by Order number 3126, of November 19, 1941, has again been extended until June 30, 1942, with the same rate and conditions, by Order number 1200, of May 21, 1942.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Ministère du Travail,
Québec, le 30 mai 1942. 1191-o

Department of Labour,
Quebec, May 30, 1942. 1191-o

AVIS DE PROLONGATION DE PRÉLÈVEMENT

NOTICE OF EXTENSION OF LEVY

L'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le droit de prélèvement du comité conjoint des métiers de la construction—district de Montréal, autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 2374, du 11 septembre 1941, a été de nouveau prolongé jusqu'au 30 juin 1942, aux mêmes taux et conditions, par l'arrêté numéro 1201, du 21 mai 1942.

The Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice that the right to levy of the Building Trades Joint Committee of Montreal, authorized by a regulation approved by Order number 2374, of September 11, 1941, has been extended again until June 30, 1942, with the same rate and conditions, by Order number 1201, of May 21, 1942.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Ministère du Travail,
Québec, le 30 mai 1942. 1192-o

Department of Labour,
Quebec, May 30, 1942. 1192-o

AVIS DE MODIFICATION

NOTICE OF MODIFICATION

Conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective, (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), avis est par les présentes donné par l'honorable Edgar Rochette, Ministre du Travail, qu'il proposera l'adoption de la modification suivante au décret numéro 1764 du 2 septembre 1938, et amendements, relatif à l'industrie de la construction dans la cité de Sorel et un périmètre de 6 milles de rayon.

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec, 1941, chapter 163), notice is hereby given by the Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, that he shall propose the adoption of the following modification to decree number 1764, of September 2, 1938, and amendments, relating to the construction industry in the City of Sorel and a perimeter of 6 miles of radius.

Que l'alinéa suivant soit ajouté au paragraphe "a" de l'article II:

That the following paragraph be added to subsection "a" of Section II:

"Les compagnies de chemin de fer sous la juridiction du Parlement du Canada ne sont pas assujetties au présent décret lorsqu'il s'agit de travaux ordinairement exécutés par les préposés à l'entretien du réseau qui sont déjà régis par une convention collective avec les dites compagnies de chemin de fer".

"Railroad companies under the jurisdiction of the Parliament of Canada are not governed by the present decree in the case of works ordinarily performed by maintenance men of the railway network already subject to a collective agreement entered into with the said railroad companies."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre le présent projet.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 30 mai, 1942. 1203-o

AVIS DE MODIFICATION

Conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective, (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), avis est par les présentes donné par l'honorable Edgar Rochette, Ministre du Travail, qu'il proposera l'adoption de la modification suivante au décret numéro 1983 du 24 septembre 1938, et amendements, relatif à l'industrie de la construction dans la cité de St-Jean et la ville d'Iberville.

Que l'alinéa suivant soit ajouté au paragraphe "a" de l'article I :

"Les compagnies de chemin de fer sous la juridiction du Parlement du Canada ne sont pas assujettis au présent décret lorsqu'il s'agit de travaux ordinairement exécutés par les préposés à l'entretien du réseau qui sont déjà régis par une convention collective avec les dites compagnies de chemin de fer".

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre le présent projet.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 30 mai, 1942. 1204-o

AVIS DE MODIFICATION

Conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective, (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), avis est par les présentes donné par l'honorable Edgar Rochette, Ministre du Travail, qu'il proposera l'adoption de la modification suivante au décret numéro 1715, du 23 avril 1940, et amendements, relatif à l'industrie de la construction dans le Comté de Terrebonne.

Que l'alinéa suivant soit ajouté à l'article II :

"Les compagnies de chemin de fer sous la juridiction du Parlement du Canada ne sont pas assujetties au présent décret lorsqu'il s'agit de travaux ordinairement exécutés par les préposés à l'entretien du réseau qui sont déjà régis par une convention collective avec les dites compagnies de chemin de fer".

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre le présent projet.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 30 mai, 1942. 1205-o

AVIS DE MODIFICATION

Conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective, (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), avis est par les présentes donné par l'honorable Edgar Rochette, Ministre

During the thirty days following the date of publication of this notice, the Honourable Minister of Labour shall receive the objections hereto which the interested parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 30, 1942. 1203-o

NOTICE OF MODIFICATION

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163), notice is hereby given by the Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, that he shall propose the adoption of the following modification to decree number 1983, of September 24, 1938, and amendments, relating to the construction industry in the city of St-John and the town of Iberville.

That the following paragraph be added to subsection "a" of Section I :

"Railroad companies under the jurisdiction of the Parliament of Canada are not governed by the present decree in the case of works ordinarily performed by maintenance men of the railway network already subject to a collective agreement entered into with the said railroad companies."

During the thirty days following the date of publication of this notice, the Honourable Minister of Labour shall receive the objections hereto which the interest parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 30, 1942. 1204-o

NOTICE OF MODIFICATION

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163), notice is hereby given by the Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, that he shall propose the adoption of the following modification to decree number 1715, of April 23, 1940, and amendments, relating to the construction industry in Terrebonne county.

That the following paragraph be added to Section II :

"Railroad companies under the jurisdiction of the Parliament of Canada are not governed by the present decree in the case of works ordinarily performed by maintenance men of the railway network already subject to a collective agreement entered into with the said railroad companies."

During the thirty days following the date of publication of this notice, the Honourable Minister of Labour shall receive the objections hereto which the interested parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 30, 1942. 1205-o

NOTICE OF MODIFICATION

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163), notice is hereby given by the Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour,

du Travail, qu'il proposera l'adoption de la modification suivante au décret numéro 1653, du 28 juin 1941, relatif à l'industrie de la construction dans le district judiciaire de Québec et les comtés de Beauce, Dorchester, Mégantic, Bellechasse, Montmagny, L'Islet, Kamouraska, Témiscouata, Rivière-du-Loup, Rimouski et Matane.

Que l'alinéa suivant soit ajouté à l'article II:

"Les compagnies de chemin de fer sous la juridiction du Parlement du Canada ne sont pas assujettis au présent décret lorsqu'il s'agit de travaux ordinairement exécutés par les préposés à l'entretien du réseau qui sont déjà régis par une convention collective avec les dites compagnies de chemin de fer."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre le présent projet.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 30 mai, 1942. 1206-0

AVIS DE MODIFICATION

Conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective, (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), avis est par les présentes donné par l'honorable Edgar Rochette, Ministre du Travail, qu'il proposera l'adoption de la modification suivante au décret numéro 1743, du 11 juillet 1941, et amendements, relatif à l'industrie de la construction dans les comtés de Chicoutimi, Charlevoix, Lac St-Jean, Roberval et Saguenay.

Que l'alinéa suivant soit ajouté à l'article III:

"Les compagnies de chemin de fer sous la juridiction du Parlement du Canada ne sont pas assujettis au présent décret lorsqu'il s'agit de travaux ordinairement exécutés par les préposés à l'entretien du réseau qui sont déjà régis par une convention collective avec les dites compagnies de chemins de fer."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre le présent projet.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 30 mai, 1942. 1207-0

AVIS DE MODIFICATION

Conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective, (Statuts refondus de Québec, chapitre 163), avis est par les présentes donné par l'honorable Edgar Rochette, Ministre du Travail, qu'il proposera l'adoption de la modification suivante au décret numéro 968, du 3 juin 1938, et amendements, relatif à l'industrie de la construction dans les comtés de Hull, Gatineau, Papineau, Pontiac et Labelle.

Que l'alinéa suivant soit ajouté au paragraphe "a" de l'article II:

"Les compagnies de chemin de fer sous la juridiction du Parlement du Canada ne sont pas assujettis au présent décret lorsqu'il s'agit de travaux ordinairement exécutés par les préposés à l'entre-

that he shall propose the adoption of the following modification to decree number 1653, of June 28, 1941, and amendments, relating to the construction industry in the judicial district of Quebec and the counties of Beauce, Dorchester, Mégantic, Bellechasse, Montmagny, L'Islet, Kamouraska, Témiscouata, Rivière-du-Loup, Rimouski and Matane.

That the following paragraph be added to Section II:

"Railroad companies under the jurisdiction of the Parliament of Canada are not governed by the present decree in the case of works ordinarily performed by maintenance men of the railway network already subject to a collective agreement entered into with the said railroad companies."

During the thirty days following the date of publication of this notice, the Honourable Minister of Labour shall receive the objections hereto which the interested parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, May 30, 1942. 1206-0

NOTICE OF MODIFICATION

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163), notice is hereby given by the Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, that he shall propose the adoption of the following modification to decree number 1743, of July 11, 1941, and amendments, relating to the construction industry in the counties of Chicoutimi, Charlevoix, Lac St-Jean, Roberval and Saguenay.

That the following paragraph be added to Section III:

"Railroad companies under the jurisdiction of the Parliament of Canada are not governed by the present decree in the case of works ordinarily performed by maintenance men of the railway network already subject to a collective agreement entered into with the said railroad companies."

During the thirty days following the date of publication of this notice, the Honourable Minister of Labour shall receive the objections hereto which the interested parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, May 30, 1942. 1207-0

NOTICE OF MODIFICATION

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163), notice is hereby given by the Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, that he shall propose the adoption of the following modification to decree number 968 of June 3, 1938, and amendments, relating to the construction industry in the counties of Hull, Gatineau, Papineau, Pontiac and Labelle.

That the following paragraph be added to subsection "a" of Section II:

"Railroad companies under the jurisdiction of the Parliament of Canada are not governed by the present decree in the case of works ordinarily performed by maintenance men of the railway

tien du réseau qui sont déjà régis par une convention collective avec les dites compagnies de chemin de fer."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre le présent projet.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 30 mai, 1942. 1208-0

AVIS DE MODIFICATION

Conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective, (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), avis est par les présentes donné par l'honorable Edgar Rochette, Ministre du Travail, qu'il proposera l'adoption de la modification suivante au décret numéro 1407, du 3 avril 1940, et amendements, relatif à l'industrie de la construction dans les comtés de Joliette, Berthier, Montcalm et l'Assomption.

Que l'alinéa suivant soit ajouté au paragraphe "a" de l'article I :

"Les compagnies de chemin de fer sous la juridiction du Parlement du Canada ne sont pas assujetties au présent décret lorsqu'ils s'agit de travaux ordinairement exécutés par les préposés à l'entretien du réseau qui sont déjà régis par une convention collective avec les dites compagnies de chemin de fer."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre le présent projet.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 30 mai, 1942. 1209-0

AVIS DE MODIFICATION

Conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective, (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), avis est par les présentes donné par l'honorable Edgar Rochette, Ministre du Travail, qu'il proposera l'adoption de la modification suivante au décret numéro 1658, du 19 avril 1940, et amendements, relatif à l'industrie de la construction dans les comtés de Maskinongé, St-Maurice, Laviolette, Champlain et Trois-Rivières.

Que l'alinéa suivant soit ajouté au paragraphe "a" de l'article II :

"Les compagnies de chemin de fer sous la juridiction du Parlement du Canada ne sont pas assujetties au présent décret lorsqu'il s'agit de travaux ordinairement exécutés par les préposés à l'entretien du réseau qui sont déjà régis par une convention collective avec les dites compagnies de chemin de fer."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre le présent projet.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 30 mai, 1942. 1210-0

network already subject to a collective agreement entered into with the said railroad companies."

During the thirty days following the date of publication of this notice, the Honourable Minister of Labour shall receive the objections hereto which the interested parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 30, 1942. 1208-0

NOTICE OF MODIFICATION

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163), notice is hereby given by the Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, that he shall propose the adoption of the following modification to decree number 1407, of April 3, 1940, and amendments, relating to the construction industry in the counties of Joliette, Berthier, Montcalm and l'Assomption.

That the following paragraph be added to subsection "a" of Section I :

"Railroad companies under the jurisdiction of the Parliament of Canada are not governed by the present decree in the case of works ordinarily performed by maintenance men of the railway network already subject to a collective agreement entered into with the said railroad companies."

During the thirty days following the date of publication of this notice, the Honourable Minister of Labour shall receive the objections hereto which the interested parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 30, 1942. 1209-0

NOTICE OF MODIFICATION

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163), notice is hereby given by the Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, that he shall propose the adoption of the following modification to decree number 1658, of April 19, 1940, and amendments, relating to the construction industry in the counties of Maskinongé, St-Maurice, Laviolette, Champlain and Three Rivers.

That the following paragraph be added to subsection "a" of Section II :

"Railroad companies under the jurisdiction of the Parliament of Canada are not governed by the present decree in the case of works ordinarily performed by maintenance men of the railway network already subject to a collective agreement entered into with the said railroad companies."

During the thirty days following the date of publication of this notice, the Honourable Minister of Labour shall receive the objections hereto which the interested parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 30, 1942. 1210-0

AVIS DE MODIFICATION

Conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective, (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), avis est par les présentes donné par l'honorable Edgar Rochette, Ministre du Travail, qu'il proposera l'adoption de la modification suivante au décret numéro 692, du 7 mai 1938, et amendements, relatif à l'industrie de la construction dans les comtés de Sherbrooke, Richmond, Wolfe, Stanstead, Compton, Frontenac, Shefford, Brome, Missisquoi, Drummond et Arthabaska.

Que l'alinéa suivant soit ajouté au paragraphe "a" de l'article II:

"Les compagnies de chemin de fer sous la juridiction du Parlement du Canada ne sont pas assujetties au présent décret lorsqu'il s'agit de travaux ordinairement exécutés par les préposés à l'entretien du réseau qui sont déjà régis par une convention collective avec les dites compagnies de chemin de fer."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre le présent projet.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 30 mai, 1942. 1211-0

AVIS DE MODIFICATION

Conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective, (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), avis est par les présentes donné par l'honorable Edgar Rochette, Ministre du Travail, qu'il proposera l'adoption de la modification suivante au décret numéro 2678 du 12 juillet 1940, et amendements, relatif à l'industrie de la construction dans les comtés de St-Hyacinthe, Bagot et Rouville.

Que l'alinéa suivant soit ajouté à l'article II:

"Les compagnies de chemin de fer sous la juridiction du Parlement du Canada ne sont pas assujettis au présent décret lorsqu'il s'agit de travaux ordinairement exécutés par les préposés à l'entretien du réseau qui sont déjà régis par une convention collective avec les dites compagnies de chemin de fer."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre le présent projet.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 30 mai, 1942. 1212-0

AVIS DE MODIFICATION

Conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective, (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), avis est par les présentes donné par l'honorable Edgar Rochette, Ministre du Travail, qu'il proposera l'adoption de la modification suivante au décret numéro 1132, du 9 mai 1941, relatif à l'industrie de la construction dans les villes de Val d'Or et d'Amos:

Que l'alinéa suivant soit ajouté à l'article I:

"Les compagnies de chemin de fer sous la juridiction du Parlement du Canada ne sont pas

NOTICE OF MODIFICATION

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163), notice is hereby given by the Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, that he shall propose the adoption of the following modification to decree number 692, of May 7, 1938, and amendments, relating to the construction industry in the counties of Sherbrooke, Richmond, Wolfe, Stanstead, Compton, Frontenac, Shefford, Brome, Missisquoi, Drummond and Arthabaska.

That the following paragraph be added to subsection "a" of Section II:

"Railroad companies under the jurisdiction of the Parliament of Canada are not governed by the present decree in the case of works ordinarily performed by maintenance men of the railway network already subject to a collective agreement entered into with the said railroad companies."

During the thirty days following the date of publication of this notice, the Honourable Minister of Labour shall receive the objections hereto which the interested parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 30, 1942. 1211-0

NOTICE OF MODIFICATION

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163), notice is hereby given by the Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, that he shall propose the adoption of the following to decree number 2678, of July 12, 1940, relating to the construction industry in the counties of St-Hyacinthe, Bagot and Rouville.

That the following paragraph be added to Section II:

"Railroad companies under the jurisdiction of the Parliament of Canada are not governed by the present decree in the case of works ordinarily performed by maintenance men of the railway network already subject to a collective agreement entered into with the said railroad companies."

During the thirty days following the date of publication of this notice, the Honourable Minister of Labour shall receive the objections hereto which the interested parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 30, 1942. 1212-0

NOTICE OF MODIFICATION

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163), notice is hereby given by the Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, that he shall propose the adoption of the following to decree number 1132, of May 9, 1941, relating to the construction industry in the towns of Val d'Or and Amos:

That the following paragraph be added to Section I:

"Railroad companies under the jurisdiction of the Parliament of Canada are not governed by

assujettis au présent décret lorsqu'il s'agit de travaux ordinairement exécutés par les préposés à l'entretien du réseau qui sont déjà régis par une convention collective avec les dites compagnies de chemin de fer."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre le présent projet.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 30 mai, 1942. 1213-0

AVIS DE MODIFICATION

Conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective, (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), avis est par les présentes donné par l'honorable Edgar Rochette, Ministre du Travail, qu'il proposera l'adoption de la modification suivante au décret numéro 2059, du 13 août 1941, et amendements, relatif à l'industrie de la construction dans l'Île de Montréal.

Que l'alinéa suivant soit ajouté à l'article II:

"Les compagnies de chemin de fer sous la juridiction du Parlement du Canada ne sont pas assujettis au présent décret lorsqu'il s'agit de travaux ordinairement exécutés par les préposés à l'entretien du réseau qui sont déjà régis par une convention collective avec les dites compagnies de chemin de fer."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre le présent projet.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 30 mai, 1942. 1214-0

AVIS DE MODIFICATION

Conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), l'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 1983, du 24 septembre 1938 et amendements, relatif aux métiers du bâtiment dans la cité de St-Jean et la ville d'Iberville, lui ont présenté une requête à l'effet d'obtenir l'approbation des modifications suivantes audit décret:

Le paragraphe "c" suivant sera ajouté à l'article II:

"c. *Indemnité de vie chère*: Une indemnité de vie chère équivalant à \$0.07 de l'heure sera ajoutée à tous les taux de salaires apparaissant dans le présent article pour chacune des catégories de salariés régis par le décret. Cette indemnité de vie chère de \$0.07 de l'heure demeurera inchangée jusqu'au 15 février 1943, quelles que soient les fluctuations de l'indice fédéral du coût de la vie jusqu'à cette date.

La présente indemnité de vie chère sera accordée conformément aux dispositions de l'arrêté en conseil fédéral C.P. 8253 et ses amendements et aux directives du Conseil National du Travail en temps de guerre."

the present decree in the case of works ordinarily performed by maintenance men of the railway network already subject to a collective agreement entered into with the said railroad companies."

During the thirty days following the date of publication of this notice, the Honourable Minister of Labour shall receive the objections hereto which the interested parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 30, 1942. 1213-0

NOTICE OF MODIFICATION

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163), notice is hereby given by the Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, that he shall propose the adoption of the following modification to decree number 2059, of August 13, 1941, and amendments, relating to the construction industry of the Island of Montreal.

That the following paragraph be added to Section II:

"Railroad companies under the jurisdiction of the Parliament of Canada are not governed by the present decree in the case of works ordinarily performed by maintenance men of the railway network already subject to a collective agreement entered into with the said railroad companies."

During the thirty days following the date of publication of this notice, the Honourable Minister of Labour shall receive the objections hereto which the interested parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 30, 1942. 1214-0

NOTICE OF MODIFICATION

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163), the Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement rendered obligatory by decree number 1983, of September 24, 1938, and amendments, relating to the building trades in the City of St-John and the Town of Iberville, have presented to him a request to obtain the approval of the following modifications to the said decree:

The following subsection "c" shall be added to section II:

"c. *Cost of living bonus*: A cost of living bonus equivalent to \$0.07 per hour shall be added to all wage rates mentioned in the present section for each one of the categories of employees governed by the decree. Such cost of living bonus of \$0.07 per hour shall remain unchanged until February 15, 1943, whatever be the variations in the Federal Cost of Living Index, up to that date.

The present cost of living bonus shall be granted in conformity with the provisions of Federal Order in Council P.C. 8253 and its amendments and the recommendations of the National War Labour Board."

Le Conseil Régional du Travail en temps de guerre de Québec a agréé le tarif du boni de vie chère, conformément aux dispositions de la présente requête.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis, l'honorable ministre du Travail recevra les objections que les intéressés peuvent désirer formuler contre la présente requête.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 30 mai 1942. 1221-0

AVIS DE MODIFICATION DE
RÈGLEMENTS

L'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que les règlements du comité conjoint des métiers de la construction de Joliette, dont le siège social est à Joliette, déjà approuvés par l'arrêté en conseil numéro 1328 du 29 mai 1941, ont été modifiés par l'addition de deux nouveaux règlements approuvés par l'arrêté en conseil numéro 1247, du 27 mai 1942.

En vertu de la Loi de la convention collective, les dispositions suivantes des nouveaux règlements dudit comité paritaire ont été déclarées obligatoires:

"Art. 21. a. Tout employeur professionnel régi par le décret doit tenir un registre où sont indiqués les nom, prénoms et résidence de chaque salarié à son emploi, sa qualification, l'heure précise à laquelle le travail a été commencé, a été interrompu, repris et achevé chaque jour, la nature de tel travail et le salaire payé, avec mention du mode et de l'époque de paiement."

b. Tout employeur professionnel régi par le décret doit transmettre au comité paritaire un rapport mensuel par écrit donnant le nom, prénoms et adresse de chaque salarié à son emploi, sa qualification, le nombre d'heures de travail régulières et supplémentaires exécutées chaque semaine, la nature de ce travail et le salaire payé."

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 30 mai 1942. 1215-0

The Quebec Regional War Labour Board has accepted the rate of the cost of living bonus, pursuant to the provisions of the present request.

During the thirty days following the date of publication of this notice, the Honourable Minister of Labour shall receive any objection to the said request which the interested parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 30, 1942. 1221-0

NOTICE OF MODIFICATION OF
BY-LAWS

The Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice that the by-laws of the Building Trades Joint Committee of Joliette, whose corporate seat is at Joliette, approved by Order number 1328, of May 29, 1941, have been modified by the addition of two new by-laws approved by Order number 1247, of May 27, 1942.

Under the Collective Agreement Act, the following provisions of the new by-laws of the said Parity Committee have been declared obligatory:

"Art. 21. a. Every professional employer governed by the decree shall keep a register giving the full name and residence of each employee in his employ, his competency, the exact hour at which the work was begun, interrupted, resumed and ceased each day, the nature of such work and the wages paid, with mention of the method and time of payment."

b. Every professional employer governed by the decree shall transmit to the Parity Committee a monthly report in writing giving the name in full and address of each employee in his employ, his competency, the number of regular and extra hours of labour done each week, the nature of such labour and the wages paid."

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 30, 1942. 1215-0

Index de la Gazette officielle
de Québec, No 22

Index of the Quebec Official
Gazette, No. 22

AVIS AUX INTÉRESSÉS: 1893

NOTICE TO INTERESTED PARTIES: 1893

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

ORDERS IN COUNCIL:

- 1202—Industrie des ascenseurs dans la province de Québec..... 1915
- 1249—Métiers de la construction de Sorel..... 1916
- 1248—Métiers du bâtiment dans les comtés de Joliette, Berthier, Montcalm et L'Assomption..... 1916
- 1203—Métiers du bâtiment dans l'île de Montréal..... 1915

- 1202—Elevator industry in the Province of Quebec..... 1915
- 1249—Building trades of Sorel..... 1916
- 1248—Building trades in the counties of Joliette, Berthier, Montcalm and L'Assomption..... 1916
- 1203—Building trades in the Island of Montreal..... 1915

AVIS DIVERS:

MISCELLANEOUS NOTICES:

- Chicoutimi, cité de..... 1901
- J. B. Renaud & Cie Incorporée..... 1902

- Chicoutimi, city of..... 1901
- J. B. Renaud & Cie Incorporée..... 1902

The Moisie Salmon Club, Inc. 1902
 Visitation de la Pointe-du-Lac, municipalité de 1902

The Moisie Salmon Club, Inc. 1902
 Visitation de la Pointe-du-Lac, municipality of 1902

BUREAUX-CHEF:

Corporation Baronet Limitée 1902
 Sterling Insurance Company of Canada . 1903

CHIEF-OFFICES:

Baronet Corporation Limited 1902
 Sterling Insurance Company of Canada . 1903

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE:

Ordonnance N° 46-E-42-A—Rimouski . 1903

DAIRY INDUSTRY COMMISSION:

Order No. 46-E-42-A—Rimouski 1903

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE:

Almaville-en-Haut, munic. scolaire 1904
 St-Charles Borromée, munic. scolaire . . 1904
 St-Ferdinand, munic. scolaire 1904

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION:

Almaville-en-Haut, school munic. 1904
 St-Charles Borromée, school munic. . . . 1904
 St-Ferdinand, school munic. 1904

LETTRES PATENTES:

J. H. Dupuis Limitée 1894
 J. Simon & Company Limited 1895
 Les Pianos Lesage, Ltée—Lesage Pianos Ltd. 1895
 Les Produits Beaupré Inc.—The Beaupré Products Inc 1896
 Mademoiselle Incorporated 1896
 The Elizabeth Shoe Company, Limited . 1897
 The Independent Underwriters' Rating Bureau 1898
 The Lakeview Cemetery Company 1898
 Titan Steel Corporation 1899
 Vulca Process Corporation 1899
 Winton Land Company, Limited 1900

LETTERS PATENT:

J. H. Dupuis Limitée 1894
 J. Simon & Company Limited 1895
 Les Pianos Lesage, Ltée—Lesage Pianos Ltd. 1895
 Les Produits Beaupré Inc.—The Beaupré Products Inc 1896
 Mademoiselle Incorporated 1896
 The Elizabeth Shoe Company, Limited . 1897
 The Independent Underwriters' Rating Bureau 1898
 The Lakeview Cemetery Company 1898
 Titan Steel Corporation 1899
 Vulca Process Corporation 1899
 Winton Land Company, Limited 1900

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

Dominion Transport Company, Limited 1901
 J. R. Boisvert & Compagnie Ltée—J. R. Boisvert & Company Ltd. 1901

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Dominion Transport Company, Limited 1901
 J. R. Boisvert & Compagnie Ltée—J. R. Boisvert & Company Ltd. 1901

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE:

Société Coopérative Agricole de St-Cœur de Marie 1905
 Société Coopérative Agricole de St-Denis sur Richelieu 1904

DEPARTMENT OF AGRICULTURE:

Société Coopérative Agricole de St-Cœur de Marie 1905
 Société Coopérative Agricole de St-Denis sur Richelieu 1904

MINISTÈRE DU TRAVAIL:

Industrie de la construction dans la cité de Sorel 1917
 Industrie de la construction dans la cité de St-Jean et la ville d'Iberville 1918
 Industrie de la construction dans le comté de Terrebonne 1918
 Industrie de la construction dans le district judiciaire de Québec et les comtés de Beauce, Dorchester, Mégantic, Bellechasse, Montmagny, L'Islet, Kamouraska, Témiscouata, Rivière-du-Loup, Rimouski et Matane 1918
 Industrie de la construction dans les comtés de Chicoutimi, Charlevoix, Lac St-Jean, Roberval et Saguenay 1919
 Industrie de la construction dans les comtés de Hull, Gatineau, Papineau, Pontiac et Labelle 1919
 Industrie de la construction dans les comtés de Joliette, Berthier, Montcalm et L'Assomption 1920
 Industrie de la construction dans les comtés de Maskinongé, St-Maurice, Laviolette, Champlain et Trois-Rivières . . . 1920
 Industrie de la construction dans les comtés de Sherbrooke, Richmond, Wolfe, Stanstead, Compton, Frontenac, Shefford, Brome, Missisquoi, Drummond et Arthabaska 1921

DEPARTMENT OF LABOUR:

Construction industry in the city of Sorel 1917
 Construction industry in the city of St. John and the town of Iberville 1918
 Construction industry in the county of Terrebonne 1918
 Construction industry in the judicial district of Quebec and the counties of Beauce, Dorchester, Megantic, Bellechasse, Montmagny, L'Islet, Kamouraska, Témiscouata, Rivière-du-Loup, Rimouski and Matane 1918
 Construction industry in the counties of Chicoutimi, Charlevoix, Lake St. John, Roberval and Saguenay 1919
 Construction industry in the counties of Hull, Gatineau, Papineau, Pontiac and Labelle 1919
 Construction industry in the counties of Joliette, Berthier, Montcalm and L'Assomption 1920
 Construction industry in the counties of Maskinongé, St-Maurice, Laviolette, Champlain and Trois-Rivières 1920
 Construction industry in the counties of Sherbrooke, Richmond, Wolfe, Stanstead, Compton, Frontenac, Shefford, Brome, Missisquoi, Drummond and Arthabaska 1921

Industrie de la construction dans les comtés de St-Hyacinthe, Bagot et Rouville	1921	Construction industry in the counties of St-Hyacinthe, Bagot and Rouville...	1921
Industrie de la construction dans les villes de Val d'Or et d'Amos	1921	Construction industry in the towns of Val d'Or and Amos	1921
Industrie de la construction dans l'île de Montréal	1922	Construction industry in the Island of Montreal	1922
Métiers de la construction de Joliette	1923	Building trades of Joliette	1923
Métiers de la construction, district de Montréal	1917	Building trades, district of Montreal	1917
Métiers de la construction, district de Montréal	1917	Building trades, district of Montreal	1917
Métiers du bâtiment dans la cité de St-Jean et la ville d'Iberville	1922	Building trades in the city of St. John and the town of Iberville	1922
VENTE, LOI DE FAILLITE:		SALE, BANKRUPTCY ACT:	
Levêque, J.-Adolphe	1905	Levêque, J.-Adolphe	1905
VENTES POUR TAXES:		SALES FOR TAXES:	
Kénogami, ville de	1906	Kénogami, town of	1906
Westmount, cité de	1907	Westmount, city of	1907
VENTES PAR LES SHÉRIFS:		SHERIFF'S SALES:	
<i>Abitibi:</i>		<i>Abitibi:</i>	
Harricana Gold Mine Incorporated 1939 vs Coghlan	1907	Harricana Gold Mine Incorporated 1939 vs Coghlan	1907
Heating & Plumbing Finance Ltd vs Houle et al.	1908	Heating & Plumbing Finance Ltd vs Houle et al.	1908
<i>Gaspé:</i>		<i>Gaspé:</i>	
Duguay vs Déa	1908	Duguay vs Déa	1908
<i>Hull:</i>		<i>Hull:</i>	
Malette vs Pilon	1908	Malette vs Pilon	1908
<i>Iberville:</i>		<i>Iberville:</i>	
Gagnon vs Grenon	1909	Gagnon vs Grenon	1909
<i>Joliette:</i>		<i>Joliette:</i>	
Savoie vs Trudeau	1909	Savoie vs Trudeau	1909
<i>Montréal:</i>		<i>Montreal:</i>	
Friberg vs Smolar	1910	Friberg vs Smolar	1910
Lamoille County Savings Bank and Trust Company vs O'Reilly et al.	1911	Lamoille County Savings Bank and Trust Company vs O'Reilly et al.	1911
<i>Pontiac:</i>		<i>Pontiac:</i>	
The Western Savings and Loan Association vs Tardif et al.	1912	The Western Savings and Loan Association vs Tardif et al.	1912
<i>Québec:</i>		<i>Quebec:</i>	
Cité de Québec vs Beaumont	1912	City of Quebec vs Beaumont	1912
<i>Rimouski:</i>		<i>Rimouski:</i>	
Bernier vs Bernier	1913	Bernier vs Bernier	1913
<i>Saint-François:</i>		<i>Saint Francis:</i>	
Barrows vs Hetherston	1913	Barrows vs Hetherston	1913
<i>Trois-Rivières:</i>		<i>Trois-Rivières:</i>	
Bouchard vs Lahaye et al.	1915	Bouchard vs Lahaye et al.	1915
Gauthier vs Girard	1914	Gauthier vs Girard	1914

